Parti Socialiste
Convention nationale
Samedi 20 décembre 1997
(Matinée)

Sommaire

Le président (Michel Delebarre) 1
François Hollande..... 2
Alain Claeys 8
Jean-Pierre Bel 10
Jean-Christophe Cambadélis..... 12
Gérard Fuchs 19
Jean-Marc Sarnin..... 22
Marilyse Lebranchu..... 23
Marie-Noëlle Lienemann 26
Gilles Catoire..... 30
Le président (Michel Delebarre) 32
Alain Bergougnoux 32
Vincent Peillon..... 35
Yannick Bodin..... 37
Michel Debout..... 39
Jean-Pierre Bel 42
Michèle Sabban 43
François Hollande..... 44
François Rebsamen..... 45

La séance est ouverte sous la présidence de Michel Delebarre.

Le président (Michel Delebarre)

Mes camarades, nous allons pouvoir entreprendre les travaux de notre Convention.

Je vais commencer par un rappel pour demander à un certain nombre de fédérations qui n'ont pas déposé leur liste de bien vouloir la déposer auprès de la Commission des résolutions ou auprès du bureau qui se trouve sur le côté de cette tribune. Il nous est difficile de prendre connaissance de listes qui n'ont pas été déposées.

Je pensais qu'il y avait peu de fédérations dans cette situation mais, quand je vois la liste que j'ai sous les yeux, c'est encore assez impressionnant !

Je la donne par ordre alphabétique :

L'Ain, l'Aisne… (murmures)..., les Hautes-Alpes, l'Aude, l'Aveyron, le Bas-Rhin... (murmures)..., les Bouches-du-Rhône... (mouvements divers)... Non, s'il vous plaît ! Vous ne pouvez pas saluer une fédération particulièrement et vous ne pouvez pas faire cela à chacune ! Donc, restez simplement attentifs... J'en étais donc aux Bouches-du-Rhône... Le Calvados, Charente-Maritime, le Cher,

Fondation Jean Jaurès

la Corrèze... (murmures)... j'en vois un qui bouge !... Les Côtes d'Armor, l'Essonne, l'Eure, l'Eure-et-Loir, le Gers, le Haut-Rhin, la Haute-Garonne, la Haute-Loire, la Haute-Marne, les Hautes-Pyrénées, la Haute-Saône, la Haute-Vienne, les Hautes-Alpes... j'ai fini avec les « Hautes »... l'Ille-et-Vilaine, l'Indre-et-Loire, le Jura, les Landes, le Loir-et-Cher, le Lot, la Lozère, la Mayenne, la Meuse, le Morbihan, le Nord... Ce doit être un problème de PTT ! (Rires)... Paris, le Pas-de-Calais... même problème de Poste... Les Pyrénées-Orientales, la Sarthe, la Savoie, la Seine-Maritime, la Seine Saint-Denis, le Tarn-et-Garonne, le Territoire de Belfort, la Vendée, les Vosges, l'Yonne et les Yvelines.
Je viens de m'apercevoir que j'aurais été plus rapide à citer celles qui les avaient remises !
Mes camarades, si vous voulez bien, je vais pouvoir vous indiquer le déroulement de notre Convention nationale.
Les travaux étant ouverts, nous allons avoir successivement l'intervention de notre premier secrétaire, François Hollande, puis Alain Claeys, puis Jean-Christophe Cambadélis, puis Jean-Pierre Bel.
S'ensuivra un débat de politique générale.
Puis, une interruption normalement consacrée au repas. Il y aura, pendant cette interruption, la réunion de la Commission des résolutions au 1er étage, salle C.
Nous reprendrons ensuite nos travaux vers 15 heures, avec les interventions de Alain Bergougnoux, Yannick Bodin, Vincent Peillon et Michel Debout, sur un ensemble de problèmes d'organisation.
Puis débat.
Puis rapport de la Commission des résolutions.
Nous avons donc une bonne journée devant nous, dont l'intensité sera évidente et dont la durée sera fonction de la manière dont vous vous exprimerez.
L'exemple venant d'en haut, je vais tout de suite passer la parole à François Hollande.
(Applaudissements)

François Hollande

Mes chers camarades, chacun comprendra que j'ouvre notre Convention nationale en renouvelant à Henri Emmanuelli notre amitié, notre solidarité et notre entier soutien.
(Vifs applaudissements prolongés)
Je rappelle une nouvelle fois qu'il n'a jamais été condamné à titre personnel, mais au nom du Parti Socialiste, en notre nom, pour les fonctions de trésorier qu'il occupait avant 1990, c'est-à-dire avant les lois de financement.
Je salue la dignité, le sens de l'honneur de Henri Emmanuelli, dignité et sens de l'honneur dont il a fait la démonstration dans cette terrible épreuve.
Je veux lui dire devant vous et, au-delà de vous, à tous les militants Socialistes, que nous sommes à ses côtés, que nous avons aussi besoin de lui pour servir efficacement notre idéal commun. Nous sommes à côté d'Henri et nous avons besoin d'Henri Emmanuelli pour les années qui viennent.

(Vifs applaudissements)

Chers camarades, notre Convention d'aujourd'hui a un ordre du jour finalement assez simple. Nous devons désigner nos candidats pour les élections régionales, les candidats Socialistes, en sachant que les premiers des Socialistes ont été fixés sur leur sort au mois de janvier dernier, et nous devons aussi régler nos rapports avec nos partenaires pour constituer, partout où c'est possible, partout où c'est nécessaire, des listes d'union dans le cadre de la majorité plurielle.

Voilà ce que nous avons à faire tout au long de la journée : nous préoccuper d'abord de nous et, ensuite, des autres, et nous préoccuper de nous en fonction des autres, et des autres en fonction de nous.

Mais, avant d'en arriver là, j'évoquerai en quelques mots le contexte politique dans lequel ce scrutin du mois de mars va prendre place.

La Droite a, depuis plusieurs semaines, fait le choix d'alourdir le climat politique faute de pouvoir reprendre l'initiative sur le terrain économique et social. La Droite a fait du thème de l'immigration l'instrument, et l'instrument unique, de sa prétendue reconquête. La formule n'est d'ailleurs pas nouvelle, elle avait été plusieurs fois employée dans la période passée ; les plus anciens se souviennent des années 1982-1983 et de la préparation des élections municipales. Mais il s'agit cette fois d'un comportement politique clairement, sciemment assumé.

Ce comportement politique, d'abord, repose sur un choix tactique. Obsédés par la concurrence du Front National, les partis de Droite justifient aujourd'hui de se porter sur son terrain pour prétendument lui couper l'herbe sous le pied. Ce raisonnement, on le sait (il a été tenu plusieurs fois), conduit inévitablement à mettre le Front National au cœur de la vie politique, à mettre l'immigration au centre des débats politiques pour, au bout du compte, avoir le résultat que l'on connaît, c'est-à-dire favoriser ceux qui font de l'immigration, de l'insécurité, leur commerce, un commerce aussi honteux que profitable depuis quinze ans.

La Droite a donc choisi par tactique de tenir le même discours que ceux qu'elle prétend combattre. Elle pense, à la lumière des élections législatives partielles, que cela lui sera profitable. Nous, nous savons à qui ce sera rentable.

Mais ce choix n'est pas simplement tactique, il est aussi (et c'est plus grave encore) idéologique, car tous les parlementaires, aussi bien à l'Assemblée Nationale qu'au Sénat, qui ont assisté aux débats de ces derniers jours sur le projet de loi Chevènement ou sur le code de la nationalité, peuvent vous le dire, peuvent porter témoignage : les convictions, sur ce sujet, de la Droite républicaine, sont de plus en plus de Droite et de moins en moins républicaines !

En effet, tout aura été entendu dans ces enceintes parlementaires, de l'immigration, cause principale du chômage, jusqu'à l'impossibilité d'intégrer les maghrébins, qui seraient, selon une formule d'un sénateur, "inassimilables", sans oublier le soupçon toujours établi entre immigration et délinquance.

Alors, oui, de glissement en glissement, il ne restait plus pour la Droite qu'à reprendre l'idée du référendum sur la nationalité, conçue en son temps par Jean-Marie Le Pen, ramassée récemment par Alain Madelin, qui a quelques souvenirs, reprise par François Bayrou. La contagion a fini par emporter la

majorité du Sénat, qui en a fait en définitive bien plus qu'une opération de procédure jeudi soir.

Chacun sait qu'un référendum sur la nationalité n'est ni constitutionnellement possible, puisque la question de la nationalité n'est en aucun cas prévue par l'Article 11 de la Constitution, ni politiquement acceptable car l'on sait bien ce qu'il y a derrière ces appels au peuple. Il ne s'agit rien de moins, comme l'a dit Pierre Mazeaud lui-même, que d'une manœuvre dilatoire visant, et je l'ajoute, à susciter toutes les surenchères et toutes les démagogies.

Il est d'ailleurs assez cocasse de voir des sénateurs de Droite s'arroger le droit exclusif de parler au nom du peuple, car le peuple s'est exprimé le 1er juin, et il s'est exprimé en faveur de la Gauche à l'Assemblée Nationale.

Il est aussi cocasse d'entendre ces sénateurs de Droite parler au nom du peuple alors qu'ils n'en sont qu'une représentation indirecte et, disons-le quand même, assez déformée.

Cocasse aussi l'intervention de Philippe Séguin sur les droits du Parlement. Philippe Séguin est un personnage qui a toujours le sens de la mesure, de l'équilibre, de la nuance. Il a évoqué un comportement de "soudard" à l'égard d'une "fille de l'auberge" parlant de la manière avec laquelle le gouvernement traiterait le Parlement.

C'est ce que l'on pourrait appeler d'ailleurs, en termes cliniques, le syndrome de la fille de l'auberge car Philippe Séguin, en définitive, doit avoir le souvenir de la manière avec laquelle le précédent gouvernement traitait le Parlement dont il était à l'époque président de l'Assemblée Nationale.

A l'époque, en effet, souvenez-vous en, on a voté la réforme Juppé par ordonnances, c'est-à-dire sans que le Parlement lui-même ne soit en définitive associé à l'élaboration du texte ; il n'en a été finalement que l'instrument de ratification. Sans doute Philippe Séguin depuis cette période souffre-t-il du complexe de la fille de l'auberge mais je crois que le soudard n'est pas forcément celui que l'on imagine.

Cette dérive de la Droite sur le thème de l'immigration ne s'arrêtera pas avec la fin de l'année, ne finira pas, si je puis dire, avec les vacances de Noël ; je pense qu'elle veillera à organiser le scrutin régional là-dessus et uniquement là-dessus.

Ses manoeuvres de retardement, ses obstructions parlementaires, ses motions votées au Sénat n'ont pas d'autre sens, n'ont pas d'autre objet que de pousser toujours plus loin le dossier de l'immigration et de la nationalité, jusqu'aux élections cantonales et régionales sur lesquelles elle pense qu'elle ne peut se reconstituer qu'avec l'aide, finalement, ou l'appui des électeurs du Front National.

Au bout du compte, la Droite à deux stratégies, et on peut lui laisser là-dessus le bénéfice du doute : soit elle pense qu'avec les thèmes de l'immigration, elle peut dans une certaine mesure faire pièce au Front National en parlant comme lui, soit - et ce serait beaucoup plus grave - elle envisagerait d'y céder, y compris après les élections, ce qui explique notamment pourquoi au Sénat on bloque pour le moment la procédure qui permettrait de rationaliser, de clarifier le vote pour les présidents de région le lendemain ou le surlendemain des élections. Soit elle entend faire pièce au Front National, mais hélas en parlant comme lui, soit

elle envisage des alliances avec lui, mais pour le moment elle ne développe aucune stratégie alternative.

Pour notre part, nous Socialistes, nous entendons, à l'occasion de ces élections régionales, mener campagne sur les seuls sujets qui concernent les Français : l'emploi, la solidarité, la citoyenneté, avec un premier bilan de l'action gouvernementale par rapport à ces objectifs : les emplois jeunes qui se développent aujourd'hui, la justice fiscale, les mesures en faveur de l'éducation, du logement... Bref nous ferons campagne à la fois sur la vie quotidienne des Français, sur l'action gouvernementale et bien entendu sur ce que peuvent apporter les régions et les départements dans ces perspectives.

Pour la première fois, mes camarades, des instituts économiques comme l'INSEE, l'OCDE, envisagent une reprise durable de la croissance, et surtout une baisse du chômage pour la fin de l'année 1998 ou 1999. Je sais bien la vanité des prévisions, je sais bien même le danger de les évoquer, mais quand même, soyons plutôt satisfaits de voir que ces experts économiques envisagent davantage la croissance que la récession, envisagent davantage la création d'emplois que le chômage.

Pensons peut-être, car c'est là la réalité, que s'il y a une reprise de la croissance, s'il peut y avoir demain une décrue du chômage, c'est dû aussi aux mesures qu'a prises ce gouvernement, aux mesures en faveur de la croissance : les mesures contre l'austérité, les mesures en faveur du soutien de la consommation et les mesures liées à l'emploi des jeunes.

Nous devons aussi défendre la perspective des 35 heures à l'occasion de ces élections, mettre en cause le discours patronal, celui du fatalisme et de la flexibilité, ce discours qui laisse penser que, de toute façon, le chômage est inscrit dans la réalité sociale de ce pays, qu'il ne sert à rien de le faire diminuer ou alors qu'il faut accepter pour le faire diminuer la flexibilité des salaires, cela nous ne l'acceptons pas et les Français non plus. Alors oui ! Pesons pour qu'il y ait des négociations qui s'ouvrent, pour que les 35 heures figurent finalement dans le débat public, ne laissons pas le patronat s'emparer seul de ce discours pour introduire le doute et le scepticisme.

Nous savons parfaitement que la Droite dans ce débat parlementaire qui va s'ouvrir défendra strictement les positions du patronat et qu'il y a là, je crois, pour ce qui nous concerne, un argument politique tout à fait d'évidence. Il y a ceux qui défendent les intérêts du patronat et ceux qui défendent les intérêts des salariés, et à mon avis il y a quand même plus de salariés que de patrons, ce qui devrait nous encourager pour ce processus électoral.

Enfin, nous devons insister sur l'indispensable rééquilibrage de la démocratie. Il n'est pas normal, et les Français ne trouvent pas cela juste, que 20 régions sur 22 soient gouvernées par le Droite, et à mon sens chaque région reconquise est une bonne nouvelle pour la politique de l'emploi, car on sait que si la région - quelque région que ce soit d'ailleurs - est gouvernée par une majorité de Gauche, nous savons que cette région fera le choix des emplois jeunes, fera le choix du soutien de l'activité, du développement de la formation, ce qui changera par rapport aux pratiques actuelles dans 20 régions sur 22.

Enfin, nous devrons faire valoir que la Droite ne peut représenter ni le renouveau, à moins de considérer que la production d'Edouard Balladur au Bataclan avant, vous le savez, son prochain passage au Zénith en soit le symbole éclatant, je ne le crois pas, ni l'espoir, à moins de penser que les Français seraient des nostalgiques de la politique de Juppé, et c'est bien celle là qui est encore proposée par la Droite.

C'est donc à nous, dans cette campagne, d'être à la hauteur des attentes de nos concitoyens, sur le fond, en regardant d'abord leurs problèmes, leurs difficultés et sur les pratiques politiques en constituant des listes qui devront avoir, qui ont déjà, le même esprit de renouvellement que ce qui nous avait permis de gagner le 1er juin à travers les désignations de nos candidats aux élections législatives.

J'en arrive au fait même de cette Convention : la préparation de nos listes. Nous devons, à mon sens, faire preuve d'une double responsabilité, une responsabilité d'abord en tant que Socialistes, le scrutin des régionales est toujours redouté à juste raison, pour notre cohérence par les Socialistes ; c'est sans doute le pire pour les responsables des fédérations et pour les premiers des Socialistes, c'est un scrutin proportionnel, où beaucoup se joue avant les élections, on est même quelquefois élu avant que les électeurs ne se soient prononcés, ce qui permet de découvrir des vocations qui ne seraient pas spontanées dans un scrutin majoritaire.

(Applaudissements)

C'est un scrutin donc proportionnel, départemental, ce qui ajoute à la difficulté car autant un intérêt régional permet de décourager une vocation, autant un intérêt départemental fait surgir à la fois ceux qui veulent capitaliser leurs dividendes des élections législatives et ceux qui veulent compenser leurs légitimes frustrations, donc c'est très compliqué, et parce que c'est très compliqué il faut être très ambitieux.

Nous avons voulu qu'il y ait un objectif de parité et nous y veillerons ; nous avons voulu qu'il y ait un renouvellement, mais aussi considérer que les sortants avaient fait leur devoir dans une période qui n'était pas facile, nous devrons trouver cet équilibre ; nous avons voulu aussi que la géographie à l'intérieur des départements soit prise en compte ; nous avons voulu enfin qu'il y ait des jeunes sur les listes.

Peut-être en ayant ces objectifs était-ce prendre le risque qu'aucun ne fut atteint, nous y veillerons dans une Commission prévue à cet effet et dont je plains non pas ceux qui sont là mais ceux qui sont dans la Commission.

Il y a eu des recours, comme on en a à chaque élection aux régionales, une Commission est donc chargée de les trancher, le Bureau national se réunira à l'heure du déjeuner en Commission des résolutions et les derniers arbitrages se feront dans ce cadre. J'insiste quand même pour dire que le résultat, tel qu'il est aujourd'hui appréhendé, fait quand même une large place au renouvellement, aux femmes et aux jeunes. On peut sans doute améliorer encore le résultat, c'est l'objet de la journée.

Nous aurons aussi, mais pas nécessairement aujourd'hui, à faire le point sur les chefs de file, les porte-parole au niveau de chaque région, nous avons désigné, je l'ai dit, le premier des Socialistes dans chaque département, nous n'avons pas

désigné des porte-parole candidats virtuels à la présidence des régions, et nous n'avons pas non plus voulu que nos partenaires le fassent.
Quel est notre souci ? Notre souci est d'arriver dans chaque région à une solution consensuelle, à réfléchir avec l'ensemble des fédérations au premier des Socialistes, à la meilleure solution pour la région et pour les Socialistes. Le Bureau national veillera donc à ce que ce consensus soit trouvé et il est en voie de l'être dans la plupart des régions. Si des différends subsistent il verra comment les trancher, en tous cas le 20 ou le 25 janvier, mais pas plus tard, tout devra être réglé, tout notre dispositif devra être établi.
Cette responsabilité, il faut l'avoir aussi dans le rapport avec nos partenaires, pour la constitution de listes de rassemblement. Ces listes d'union, je l'ai dit lors du précédent Conseil national, ne doivent pas simplement nous permettre de gagner plus de conseillers régionaux pour nous, les Socialistes, ces listes d'union doivent nous permettre de conquérir des régions. Voilà pourquoi - je sais que des sondages se font dans tel ou tel département - veillons de ne pas simplement comptabiliser nos élus Socialistes, veillons à bien prendre conscience que toute liste dissidente, que toute liste alternative, surtout si elle fait moins de 5%, se perd dans les sables de la proportionnelle.
Donc il faut faire cet effort de cohérence et de rassemblement partout, je l'ai dit aussi, où c'était possible et partout où c'était efficace. Ce qui veut dire avoir deux principes simples : le premier est que nous Socialistes devons prendre toute notre place et que ce n'est pas toujours à nous à faire les sacrifices, mais en même temps nous ne devons pas demander toutes les places, nous ne devons occuper que notre place ; le deuxième principe est que l'union est nécessaire, elle est même absolument indispensable, si l'on veut gagner des régions, mais en même temps il faut aussi - et nous y veillerons au plan national - que la cohérence et la solidarité soient la règle du jeu pour l'ensemble de la majorité plurielle, à l'échelon national, à l'échelon régional, et à l'échelon départemental.
Avec ces deux principes nous devons être capables, compte tenu des contacts qui ont été pris avec l'ensemble de nos partenaires de la majorité plurielle, de constituer des listes dans 80/90% des départements, une Commission est également prévue tout au long de la journée pour régler les dernières difficultés.
C'est vrai qu'il y aura des têtes de liste, dans peu de cas, mais il y en aura, qui n'appartiennent pas à notre formation politique, nous devons l'admettre au nom d'un rapport de forces politiques dans chaque département, nous devons l'admettre aussi par rapport à un intérêt régional, car je tiens à souligner que la plupart des régions que nous pourrions conquérir seraient demain finalement en responsabilité de Socialistes, nous serions les premiers à revendiquer la présidence, alors soyons aussi capables de faire l'union pour permettre que ces régions soient conquises.
En conclusion, mes camarades, je dois dire que depuis six mois rien n'a été simple, ni facile, pour le gouvernement, pour la majorité, il a fallu du courage pour faire la Conférence sur l'emploi et permettre la perspective des 35 heures, il a fallu de la détermination pour créer des emplois jeunes, il a fallu de la finesse politique pour faire voter un budget tel qu'il était préparé par la

précédente majorité, mais nous entrons avec la perspective des élections de mars, dans une période qui sera encore plus complexe, encore plus difficile.
Rien ne nous sera épargné, la moindre des faiblesses sera vécue comme une faute, le moindre relâchement de notre part sera interprété comme une erreur, même nos succès seront discutés, et à cet égard je le dis, n'affichons pas d'objectifs pour le nombre de régions, fixons-nous là encore une règle simple : une seule région conquise par rapport aux 2 de la majorité plurielle d'aujourd'hui est déjà un succès, deux serait un triomphe et trois je n'en parle pas... Donc ne rentrons pas dans le jeu qui laisse penser à une victoire assurée de la Gauche au mois de mars, qui, si elle est moins forte que prévu, serait interprétée déjà comme un recul, ce serait quand même invraisemblable qu'en gagnant des régions nous soyons déjà accusés d'être en recul au plan national.
Non, mes camarades, toute région gagnée est un premier succès, alors ne commettons aucune erreur et je compte sur votre responsabilité d'aujourd'hui, rassemblons nous autant qu'il est nécessaire, faisons preuve de la solidarité entre nous, soutenons comme il convient le gouvernement, soyons présents au Parlement pour battre la Droite, moi j'ai confiance dans les Socialistes, je crois qu'ils vont effectivement préparer comme il convient les élections régionales en se préoccupant d'abord des Français et moins du Front National, comme le fait la Droite, et je suis sûr que grâce aux élections régionales nous pourrons renforcer l'action réformatrice de la Gauche au service du pays. Merci.
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Alain Claeys.

Alain Claeys

Chers camarades, je vais me livrer à un exercice qui ne m'est pas familier. En principe mes fonctions me conduisent plutôt à faire un rapport d'activité.
Aujourd'hui, je vous présenterai très brièvement le calendrier de nos initiatives politiques pour les mois à venir, telles que nos instances nationales les ont définies depuis le Congrès des 21, 22 et 23 novembre à Brest.
En effet, nous avons reçu mandat d'organiser, sur proposition du premier secrétaire, la réflexion et le débat collectifs des Socialistes autour de 5 grands thèmes :
- l'Etat et l'entreprise
- la nation et l'Europe
- l'aménagement du territoire
- la solidarité
- l'éducation et la culture dans la société de l'information.

Bien entendu, ces thèmes ne sont pas exhaustifs comme le précise le texte de la motion finale adoptée à Brest.
Le calendrier que nous vous proposons sera le suivant :
Notre première convention portera sur l'Etat et l'entreprise, elle se tiendra en juin 1998. Et elle sera précédée par une réflexion autour d'un colloque ou un séminaire sur la notion de nation.

La deuxième convention se tiendra au premier trimestre 1999 et en fin d'année 1999 nous aurons une convention sur le territoire.
Jean-Christophe l'abordera tout à l'heure.
Nous prendrons avec nos partenaires un certain nombre d'initiatives avant les élections régionales et cantonales, c'est ainsi qu'est prévu, en particulier, un colloque avec le Parti Communiste sur l'Europe, colloque qui pourrait se tenir en février 1998.
De même, est en préparation avec les Verts un séminaire de réflexion qui pourrait, lui aussi, se tenir durant le premier trimestre 1998.
Ces quelques repères dans le temps ainsi établis, permettez-moi d'aborder le calendrier des semaines à venir. Tout d'abord, le 10 janvier 1998 se tiendra la Commission nationale entreprise qui se réunira en présence de François Hollande.
Le 24 janvier, nous aurons le Congrès national de la fédération nationale des élus Socialistes et républicains qui se tiendra au Palais des Congrès et le même jour nous réunirons à notre siège à la fois les premiers secrétaires fédéraux et l'ensemble des permanents des fédérations.
Sur proposition du premier secrétaire, nous avons décidé le dimanche 25 janvier de réunir l'ensemble des secrétaires de section qui seront rassemblés ici même pour une journée de réflexion et de lancement des campagnes pour les élections cantonales et régionales.
Le Mouvement des jeunes Socialistes convoque leur Congrès statutaire des 13, 14 et 15 février à Toulon.
Enfin, à l'initiative d'Alain Bergougnoux une campagne de communication se développera dès la dernière semaine de janvier. Elle aura pour objectifs principaux de promouvoir nos propositions en matière de réduction du temps de travail, de passage aux 35 heures et d'emploi des jeunes et d'être en appui des campagnes électorales pour les élections régionales et départementales.
De même Yannick Bodin présentera cet après-midi l'état de la réflexion concernant la plate-forme pour les élections régionales. Elle fera l'objet d'un examen et d'un vote d'approbation lors du prochain Conseil national que l'on peut déjà fixer dans la première quinzaine de février.
Voilà rapidement, chers camarades, décrite un peu notre feuille de route, la feuille de route de notre activité pour les mois à venir.
Ponctuée par les scrutins des 15, et 22 mars, et prolongée par la volonté du Parti Socialiste, du Parti Communiste, des Verts, des Radicaux et du Mouvement des Citoyens, d'organiser des initiatives communes dans le cadre de la campagne régionale pour la promotion de la politique gouvernementale, l'élaboration de nouvelles propositions, et plus largement pour la mobilisation vigilante des citoyens.
Chers camarades, je ne voudrais pas terminer sans dire à mon tour un mot pour Henri Emmanuelli. Je m'associe pleinement à toutes les démarches et aux propos que le premier secrétaire a tenus en notre nom tout à l'heure.
J'ai eu la chance de travailler avec Henri Emmanuelli. A travers l'homme, à travers le militant, j'ai appris beaucoup de choses, et durant ces 5 longues années, pour lui, il a su faire vivre ce beau mot que l'on appelle "la solidarité",

la solidarité pour le Parti Socialiste. Sachons, nous-mêmes, avec lui, faire vivre ce beau mot au quotidien. Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean-Pierre Bel.

Jean-Pierre Bel

Merci Michel. Merci Jean-Christophe d'accepter cette inversion puisque, comme le disait François, nous sommes en convention mais aussi dans une journée de travail, où nous siégeons sans discontinuer, ce qui nous permettra de revenir à ma tâche immédiatement après.
Chers camarades, j'ai eu l'occasion, à plusieurs reprises, notamment à Brest, puis au Conseil national qui a suivi, de faire état de la méthode que nous avons voulu mettre en place pour l'élaboration de nos listes régionales. Pour la première fois, celles-ci seront largement ouvertes, puisque dans la dynamique d'une nouvelle donne politique, celle d'une majorité plurielle de la Gauche, des écologistes, elles seront avec tous nos partenaires des listes de large rassemblement.
Cette volonté n'est pas le fruit de l'imagination de quelques dirigeants nationaux, mais bien notre stratégie définie et adoptée à une très large majorité, y compris d'ailleurs par la minorité du parti. C'est dire qu'elle s'impose à tous par effort librement consenti. Nous avions donc à la mettre en pratique, en proposant un processus d'échanges et de concertations internes, également en rencontrant les autres partis pour définir avec eux le cadre de nos accords, ainsi que les garanties indispensables au respect mutuel.
Depuis trois mois, je vous demande de le croire, nous nous sommes efforcés de dialoguer avec nos responsables fédéraux, de bien expliquer qu'il ne s'agissait pas de reprendre des schémas anciens consistant seulement à veiller aux équilibres internes à notre organisation, mais qu'il fallait avant tout veiller à s'inscrire dans le mouvement qui avait été plébiscité par les Français aux mois de mai, et juin derniers, c'est-à-dire le renouvellement de nos candidats, la féminisation de nos listes, pour aller vers l'objectif de parité et également l'union, l'union avec tous ceux qui sont aujourd'hui représentés dans le gouvernement conduit par Lionel Jospin.
Je comprends parfaitement les difficultés de l'exercice. Le Parti Socialiste est le plus souvent la force principale à gauche, celle qui bénéficie de la meilleure implantation de cette disposition, fruit d'une longue période de travail inlassable, parfois de confrontations avec nos partenaires d'aujourd'hui. Tout cela a pu laisser des traces qu'il n'est pas toujours aisé d'effacer.
Je sais aussi, et François l'a dit, qu'un scrutin de listes fournit l'occasion d'une certaine manière de récompenser, de mettre en avant des responsables auxquels nous tenons, des responsables valeureux qui trouvent ainsi l'occasion d'une reconnaissance et d'une implantation bien méritée.
Mes chers camarades, nous ne sommes pas une association ou une amicale, nous sommes un Parti politique qui se doit de faire preuve de cohérence, et

d'efficacité, une force qui doit prendre en compte, non seulement l'actualité du moment, mais aussi bien sûr qui doit avoir une vision d'avenir.
Je redis aujourd'hui, et peut-être plus qu'hier, avec les difficultés qu'on nous annonce, que la conquête de plusieurs régions, même si nous devons rester modestes dans nos objectifs, la défaite par conséquent de la Droite dans une, deux, trois, hypothétiquement plus, Conseils régionaux, c'est un événement marquant qui va structurer durablement la période à venir, et pour y parvenir dans le contexte avec un scrutin de listes à la proportionnelle nous devons faire liste commune avec nos partenaires, nous devons aboutir début janvier à un accord politique, avec le Parti Communiste, avec le Parti Radical Socialiste, avec les Verts, avec les Mouvements des Citoyens, et quand elles existent avec d'autres forces à gauche.
Nous avons rencontré à plusieurs reprises ces organisations. Vous devez savoir que leurs revendications de départ étaient très élevées, chacun bien sûr pensant profiter d'une période a priori plus favorable et pour les Verts manifestant la volonté de se maintenir à un niveau à peu près équivalent. Nous sommes restés très fermes sur des positions qui nous paraissaient être justes, équitables, mettant en avant le rôle central qu'avait jouer le Parti Socialiste sous l'impulsion de Lionel Jospin.
A aucun moment nous n'avons négligé l'intérêt premier de notre Parti, mais il s'agit aussi de renoncer à ce que nous étions nombreux, me semble-t-il, à dénoncer après notre échec de 1993, la tentation de l'hégémonie et la politique du fait accompli.
Sur la base de toutes les hypothèses, elles sont nombreuses, et toutes contestables, le Parti Socialiste sera le grand gagnant, que ce soit en termes de places éligibles et je redis la difficulté de l'exercice mais aussi en termes de têtes de liste, 85 environ pour nous, seulement 15 pour l'ensemble de nos partenaires.
Seulement, c'est vrai, c'est comme pour l'autoroute que l'on préfère voir passer devant la maison du voisin, quand on est concerné par ces 15, c'est forcément difficile à admettre toujours ressenti comme une injustice, quand ce n'est pas comme une folie.
Chacun d'entre ceux là peut opposer la moindre représentativité de nos partenaires, la mise à mal d'un travail continu et ancien, mais au bout du compte si nous voulons que tout cela se limite à des mots, des paroles creuses et vides de sens, nous devons nous placer dans cette nouvelle période, celle du rassemblement et de la majorité plurielle où il y a une place et un rôle pour tous.
Je ne crois pas vraiment que confier la tête de liste à d'autres soit synonyme de désertion, d'abandon du leadership politique sur un département, cela peut être aussi, si c'est bien géré, bien expliqué, la démonstration d'une dynamique d'ouverture et d'acceptation de la diversité, ce sera le signe fort d'un nouveau comportement en politique, d'un rapport nouveau entre ceux qui partagent les responsabilités.
Mes chers camarades, vous avez, vous aussi, depuis plusieurs semaines, discuté au plan local, parfois au plan régional, et le plus souvent le dispositif proposé est le fruit de vos propres négociations. Ceci constitue le socle sur lequel nous nous

sommes appuyés pour vous demander quelquefois d'aller plus loin, pour rester dans le cadre de ce qui rendrait l'accord possible au plan national.
Certains d'entre vous naturellement diront qu'ils ont été prévenus trop tard. Je leur répondrai simplement qu'il est difficile d'anticiper les situations qui ont évolué au fil des jours en fonction de ce que nous apprenions de vous, parfois très tard, mais aussi des discussions que nous avions à notre niveau.
Quand on fait le total justement du niveau auquel nous sommes presque parvenus, il est clair que le rapport est positif pour notre formation dont la progression en sièges sera considérable.
Après l'échange, la concertation est venue l'heure des choix. La Commission des résolutions qui se réunira vers midi devra prendre ses responsabilités en fonction des conclusions présentées par la Commission électorale. Cette dernière qui siège encore ce matin pour entendre notamment les départements dans lesquels les têtes de listes constituaient des difficultés, a pris ses responsabilités.
Il appartiendra à la Convention de se prononcer ensuite pour nous permettre enfin de retrouver nos partenaires et d'envisager la signature des accords définitifs pour des listes communes de la Gauche et des écologistes aux élections régionales de mars 1998.
Soyez-en assurés, cette avancée marquerait les esprits. Elle aura une influence non négligeable sur les élections cantonales qui auront lieu en même temps. Elle ouvrira des perspectives considérables pour les temps à venir et sera, je le crois, pour le peuple de Gauche une raison d'espérer et de croire à notre réussite.
Après avoir été les initiateurs de la décentralisation, ceux qui ont voulu l'émergence des régions, nous pourrons être ceux qui allons lui donner sa véritable dimension, en faire un relais efficace de la politique que le gouvernement aujourd'hui met en œuvre.
Mes camarades, le chemin de l'union n'est pas seulement pavé de privations et de sacrifices. Il est aussi celui qui mène à la victoire et qui donne tout son sens à notre engagement. Sans le rassemblement, nous sommes assurés de retrouver les secousses chaotiques et l'incertitude. Avec lui, nous entrons résolument et en rangs serrés dans l'ère prometteuse d'une Gauche moderne qui a su changer elle-même pour changer et transformer en profondeur la société. C'est d'abord à cela que vous devez penser et c'est à cela que je vous invite.

Le président : Merci à Jean-Pierre.
Mes camarades, avant de passer la parole à Jean-Christophe, je fais un point actualisé des listes manquantes. Il y en a un peu moins que tout à l'heure :
les Alpes de Haute Provence, les Bouches du Rhône, la Charente Maritime, l'Essonne, l'Eure & Loir, la Haute-Garonne, la Haute-Marne, les Hautes Alpes, l'Indre & Loire, le Lot, la Lozère, la Meuse, Paris, le Pas de Calais, les Pyrénées orientales, la Sarthe, le Tarn & Garonne, les Vosges, les Yvelines.
Mes camarades, la parole est à Jean-Christophe Cambadélis.

Jean-Christophe Cambadélis

Merci.

Je crois d'abord qu'il faudra remercier Jean-Pierre Bel pour le travail qu'il a pu faire dans les discussions avec l'ensemble de nos partenaires et la manière dont la totalité des premiers fédéraux ont participé à ces discussions, tant sur le plan départemental que sur le plan national, parce que si nous avons pu débloquer de nombreuses situations, c'est grâce au travail fait par l'ensemble de nos premiers fédéraux qui, je crois, ont parfaitement compris l'enjeu qui est celui des élections régionales.

Ceci étant dit, quelques mots quand même sur le cadre global de cet accord que nous voulons voir vivre dans les mois à venir.

Le PS, le PCF, les Verts, le PRS et le MDC ont fait un choix, celui d'une majorité durable, durable au niveau du Parlement, durable au niveau du gouvernement et durable au niveau des régions. Il y a à cela de nombreuses raisons.

La première raison, c'est que si le gouvernement et si le pays ont un nouvel équilibre, si la situation s'améliore, nous savons que celle-ci est fragile, que notre pays est convalescent. Il suffit pour s'en convaincre, de regarder la manière dont continue à se développer la fracture sociale ou encore de voir la courbe du chômage qui continue de croître, même si nous avons réussi à imposer un certain nombre d'éléments positifs ; il suffit de regarder ce qui se passe dans nos banlieues, de comprendre ou d'entendre ce que ressent l'ensemble du peuple français dans la situation qu'il traverse pour que le travail que nous accomplissons au niveau du gouvernement ou au niveau de la majorité au Parlement puisse être caractérisé par nous comme un élément positif mais qui n'a pas encore totalement inversé la situation politique et sociale en France.

Pourtant, que d'avancées à mettre au compte du gouvernement, à savoir des éléments concrets et pas simplement des déclarations :

- la nécessité de mettre la question du chômage au coeur de la politique économique et sociale, mais très précisément ce que nous avons pu faire et lancer grâce au gouvernement sur l'emploi des jeunes ;
- ce que nous avons réussi à mettre en place, et il fallait du courage, le premier secrétaire en a parlé tout à l'heure, avec la question des 35 H.
- ce que nous avons commencé à mettre en place du point de vue de la cohésion sociale dans l'ensemble du pays et la question d'un rapport équilibré sur l'immigration a été l'un de ces éléments.
- enfin, la question essentielle qui tenaillait bien sûr notre majorité et l'ensemble du pays, à savoir la construction européenne.

Sur l'ensemble de ces sujets, nous avons commencé à avancer, nous avons commencé à inverser la tendance qui était celle mise en place par la Droite. Et si le pays est fragile encore, la Droite, elle, est en miettes. Et si nous avons fait avec l'ensemble de nos partenaires ou si nous avons pris la décision d'une majorité durable, c'est aussi pour cela : un pays fragile, une majorité combative mais une Droite en miettes.

La Droite n'a pas de force propulsive. Quand on regarde de très près les résultats des élections partielles, on s'aperçoit que la Droite n'a pas réussi à cristalliser politiquement autour d'elle. Elle utilise des situations conjoncturelles mais elle ne cristallise pas une dynamique alternative. Il y a pour cela un certain nombre

de raisons dont la principale, je crois, est qu'elle n'a pas de projet. Un peu comme si la Droite avait vu son projet politique, le vrai projet politique de la Droite c'est à dire le libéralisme, battu au premier tour des élections présidentielles quand Jacques Chirac, sur une ambivalence ou une ambiguïté ou à la fin d'une phase qui était la nôtre, avait battu le propre programme de la Droite et que celle-ci était dans l'incapacité d'en reconstruire un, à tel point qu'elle s'interroge à chaque instant, à chaque moment, sur ce qu'elle doit choisir : un populisme de proximité avec le Front National ou un libéralisme de proximité avec le patronat, bien que parfois les deux aillent ensemble.
Cette impossibilité de présenter un projet cohérent, une orientation politique cohérente à l'ensemble du pays se trouve posée, se trouve développée au sein même de l'hémicycle, quand à chaque instant, les leaders de l'opposition de Droite tentent de reprendre les thématiques dont on a parlé tout à l'heure, celles du Front National.
Enfin, troisième élément : la Droite est en miettes parce qu'elle n'a pas de leader, qu'elle est dans une contradiction absolue que chacun de ses leaders essaie de s'imposer aux autres dans une situation où tous voudraient bien pouvoir s'imposer au Président de la République qui, lui-même voudrait pouvoir s'imposer à l'ensemble des leaders de la Droite.
Dans cette cacophonie des leaders, il y a aussi la cacophonie des orientations politiques et de l'atonie des projets.
Cette droite en miettes est un élément à intégrer dans notre stratégie politique, d'autant plus que le Front National rôde. Certes, il n'oriente pas politiquement, électoralement, il ne structure pas encore l'ensemble de la vie politique à Droite mais il rôde à tel point que les dirigeants de la Droite ont décidé de faire du blanchiment des thèmes du Front National un passeport politique. C'est ce qui s'est passé dans le débat sur l'immigration, c'est ce qui se passera aussi dans d'autres débats.
Et donc, si nous avons décidé, avec nos partenaires, de faire un accord durable, de conduire une majorité durable, c'est parce que nous sommes conscients de ces enjeux politiques et, si j'y suis revenu très rapidement, c'est pour que les camarades comprennent que les élections régionales ont bien sûr une dimension régionale sur laquelle nous reviendrons mais en même temps qu'elles s'inscrivent dans un rapport de forces politiques sur lequel il faut peut-être réfléchir quand on est confronté à quelques difficultés tactiques sur la composition des listes.
Une majorité durable pour un réalisme de Gauche, tel est le deuxième élément.
Je crois que nous pouvons dire que nous sommes bien dans la majorité plurielle, que le Parti Socialiste se veut au coeur de la Gauche avec la pluralité au coeur. Au coeur de la Gauche, parce que nous avons conscience que notre formation est la principale formation de la Gauche ou de la majorité plurielle. Au coeur de la Gauche parce que nous savons que nous sommes bien souvent le point d'équilibre entre des positions qui sont contradictoires et qu'il est parfois difficile de mettre d'accord des militants Communistes et des militants écologistes, à cause de leur culture, à cause de leur histoire, à cause de leur action sur le terrain. Au coeur de la Gauche parce que, bien souvent, et nous

voyons comment fonctionne le gouvernement, c'est aux Socialistes et principalement à Lionel Jospin d'exercer la synthèse, d'exercer la colonne vertébrale de l'action gouvernementale et de la majorité à l'Assemblée Nationale.

Mais, en même temps, nous savons, parce que l'arithmétique politique nous le démontre, nous le savons parce que vous êtes tous des responsables politiques, nous savons que seuls, nous ne pouvons pas faire gagner la France et que seuls nous ne pouvons pas conquérir de nouvelles positions, parce que le Parti Socialiste arrive à un certain point où, pour pouvoir gagner dans un score sur un terrain électoral, il lui faut combiner d'autres forces avec d'autres formations qui n'ont pas ses positions mais qui sont complémentaires de celles-ci.

Donc, nous avons cette conscience de la pluralité de la majorité, ce qui ne veut bien sûr pas dire une position organique de cette majorité et je vais y revenir.

On a beaucoup parlé de la cohérence de la majorité plurielle. La majorité plurielle a eu une grande cohérence pendant les mois qui viennent de se passer car s'il y a eu des nuances au sein de la majorité plurielle, et comment en serait-il autrement, nous ne sommes pas dans une même formation ; ce sont des formations diverses qui se sont construites sur des idéologies ou des prises de position ou des histoires qui ne sont pas les mêmes, donc chacune de ces formations a sa propre histoire, sa propre revendication, ses propres aspirations, mais, à aucun moment, ces formations n'ont manqué dans les votes décisifs, permettant de ne pas entraver le développement de l'action gouvernementale.

Il y a eu des nuances, il y aura des nuances. Il y a eu des critiques, il y aura des critiques. Mais si les nuances sont dans la majorité plurielle, la fracture fondamentale, politique est avec la Droite, et c'est cela l'élément politique actuel. Des nuances, une fracture. Un rapport politique très clair entre une Droite en miettes et une majorité qui est, à l'étape actuelle, cohérente.

Alors, s'il y a cette cohérence au niveau du gouvernement, s'il y a cette cohérence au niveau de la majorité plurielle, comment aurions-nous pu aborder des élections majeures dont je dirai quelques mots sur le plan politique encore tout à l'heure, comment aurions-nous pu aborder ces élections sans une cohérence au niveau régional ? Comment aurait-il été possible que tout au long des mois qui vont venir, nous appelions à la cohérence de l'ensemble des formations politiques de la Gauche et de cette majorité plurielle et que, sur le terrain, nous demandions à nos camarades de mettre l'accent dans une concurrence avec l'ensemble de nos partenaires ?

Si nous demandons, et nous demandons la cohérence à l'ensemble de nos partenaires dans la politique que nous menons au Parlement, nous devons être capables aussi de l'incarner politiquement sur le terrain régional.

Il ne peut pas y avoir, pour nous comme pour les autres, deux poids et deux mesures.

Ce que nous demandons, et nous le demandons, à nos partenaires, nous devons être capables nous-mêmes de l'incarner car nous avons quelque part plus de responsabilité politique que l'ensemble de nos partenaires sur les problèmes qui sont posés à la France.

Le troisième élément est assez simple : d'une situation politique et d'une majorité cohérente au Parlement, nous devons déboucher sur un accord qui doit être un accord équilibré et dynamique contre l'immobilisme au niveau régional comme hier au niveau national.

Equilibré, qu'est-ce que cela veut dire ?

Cela veut dire que nous devons permettre à l'ensemble des formations qui composent la majorité plurielle de pouvoir occuper leur propre espace politique.

J'attire l'attention des camarades sur le fait que si, bien sûr, les formations sont dans une même liste ici ou là, on peut nous montrer à travers quelques sondages, comme une photographie, que nous serions à même de perdre 1% voire 0,5% voire 2%.

Mais réfléchissez bien au fait que si vous rentrez dans un processus de concurrence avec des formations de la majorité plurielle, sur un plan départemental, indépendamment du fait que cela compliquera le travail au niveau régional pour les autres listes où vous vous serez mis d'accord, réfléchissez bien que ce sont des voix qui vous seront retirées dès le premier tour et que vous perdrez en termes de dynamique politique, que vous n'arriverez pas à engager une dynamique par rapport à la Droite et par rapport aux accords fondamentaux de l'extrême droite, car politiquement la campagne se polarisera sur la division à gauche comme à droite et non pas sur la dynamique de l'union à gauche.

C'est la raison pour laquelle il vaut mieux, dans la plupart des cas, se mettre d'accord avec l'ensemble des forces de la majorité plurielle, et vraiment, ne se retrouver que dans quelques cas dans une concurrence au premier tour.

Chers camarades, j'attire votre attention aussi, c'est un argument bien sûr secondaire, mais pas pour les camarades qui seront en campagne en même temps que nous mènerons la campagne sur les régionales, sur le fait que dans les cantonales, par contre, nous n'avons pas d'accord, sauf dans quelques rares endroits où la question du Front National est posée.

Et croyez-moi, réfléchissez : l'union profitera, aux cantonales, à la force politique qui sera au centre de cette union. En un mot, je pense que cette stratégie que nous avons mise en place, nous en toucherons aussi les dividendes au niveau cantonal.

Alors quelques mots sur l'ensemble des formations politiques.

Honnêtement, nous pouvons dire aujourd'hui, après avoir discuté avec le Parti Communiste, que celui-ci vient d'effectuer un tournant politique, car c'est la première fois que le Parti Communiste accepte de cette façon-là, et c'était le sens de l'intervention de Robert Hue lors de son dernier Comité national, de porter la question de l'union non pas au niveau départemental, non pas au niveau local, mais de porter l'union au niveau national, c'est-à-dire une volonté de faire rentrer la dynamique que nous avons imposée au gouvernement et à l'Assemblée Nationale dans les Conseils régionaux. Et lors du Comité national, le leader du Parti Communiste Français a mis l'alliance dans une perspective nationale.

Ceci est un tournant qu'il nous faut enregistrer par rapport à ce que nous voulons faire, par rapport à ce que nous avons entendu de Lionel Jospin qui voulait

inscrire la majorité plurielle dans la durée. Nous pouvons dire que, de ce point de vue, au Parti Communiste, nous avons été entendus.
La deuxième formation, ce sont les Verts.
J'entends bien les camarades, et je les comprends, nous dire dans les discussions : "Bon, avec le Parti Communiste, on les connaît, on se met d'accord, ils ne surestiment pas leur importance, ils savent négocier avec nous, ils nous connaissent, on a des accords dans les municipalités, cela va très bien, on peut se mettre d'accord assez facilement, ils sont moins rigides qu'auparavant, mais ceci dit ils ont une certaine cohérence, et quand on passe un accord, celui-ci est respecté. Mais les écologistes, on ne sait pas bien comment ils sont "formatés", ils étaient contre nous, certains ont voté avec la Droite pendant tout un temps, ils sont en situation de concurrence dans bien des endroits, et on ne sait pas bien, si on fait un accord avec eux, s'il n'y a pas d'autres formations qui vont jaillir et surgir dans le paysage politique concurrencer ceux qui se sont mis avec nous !" Je crois résumer ce que j'ai entendu ici ou là.
Je crois qu'aujourd'hui, avec les Verts, en particulier avec la présence de Dominique Voynet au gouvernement et ce qui s'est passé pendant tout le début de la législature, parce que j'attirerai votre attention sur le fait que les écologistes ont voté la quasi totalité, à part le dernier texte sur l'entrée des étrangers, de nos textes au Parlement, ce qui est loin d'être le cas du Parti Communiste qui s'est abstenu sur de très nombreux textes, même si on jugeait simplement au niveau de ce rapport-là, il y a beaucoup plus de proximité sur l'ensemble des dynamiques que nous avons pu mettre en avant.
Mais en même temps, je crois que s'est installée dans l'opinion, l'idée très claire et très nette que les écologistes, incarnés par Dominique Voynet et par les Verts - certes, il y aura ici ou là des tentatives, mais vous voyez bien comment les choses se sont passées : Génération Ecologie a littéralement disparu, Waechter aussi, il y a une clarification au niveau des écologistes - ont fait, du moins une grande partie de leur organisation, le pari de l'union avec le Parti Socialiste dans la durée.
En même temps, camarades, c'est une confirmation parce que nous avions passé, aux élections législatives, un accord avec eux, il fallait le respecter, selon lequel, bien sûr, il y avait des candidats et des sièges réservés aux écologistes lors des élections législatives, mais que dans le même temps - c'était dans l'accord que nous avions signé - nous partions ensemble aux élections régionales. Et le fait même que nous ayons déclaré ceci lors des élections législatives a été un élément qui a pesé, je le pense, dans nos rapports avec le Parti Communiste pour ces élections régionales.
Donc il était nécessaire de continuer de contractualiser avec les écologistes, bien sûr pas au niveau que ces derniers souhaitaient, mais Jean-Pierre Bel vous expliquait tout à l'heure que notre première discussion avec les écologistes n'était pas facile ; il faut prendre en compte, même si on est ferme sur nos positions, les difficultés de notre partenaire car il est parti de haut, grâce à nos faiblesses, lors des dernières régionales, il a eu beaucoup de sortants.
L'accord qu'on est en train de passer avec lui est un accord qui nous permettra de pérenniser notre alliance, je pense, d'une manière générale et je crois

fondamentalement que les écologistes qui rentreront dans les Conseils régionaux auront une tout autre orientation politique que ce que nous avions vu arriver lors des dernières régionales.

Il reste nos amis de PRS qui sont nos amis privilégiés. Nous avons avec eux aussi un accord pour les législatives et un accord sur les régionales. Il y a encore un certain nombre de difficultés, il faudra les régler.

Je crois aussi qu'avec le MDC les choses sont en train de s'améliorer. Le MDC était la formation qui, lors des élections législatives, était la plus hostile à l'alliance avec nous parce qu'on restait dans cette formation, quelque part, sur l'idée que les républicains de l'autre rive pouvaient permettre une alliance possible dans la contradiction du champ politique, pour parler comme eux, tels qu'ils étaient en train de se développer sur la question européenne.

Je crois qu'après ce qui s'est passé au Parlement, sur la question du code de la nationalité, comme sur la question du vote des étrangers, le fait même que ce soit Séguin qui soit monté pour intervenir contre Jean-Pierre Chevènement, le faisant délibérément sur une thématique qui était une thématique de proximité avec celle du Front National - bien sûr, ce n'est pas l'ensemble de la thématique mais la proximité de résonance, comme on dit, avec le Front National, le clin d'œil vis à vis de ce dernier - montre à nos amis du MDC que cette orientation, que ce rêve des républicains de l'autre rive s'est brisé sur la réalité de la contradiction politique Gauche/Droite. Aujourd'hui, ils sont dans l'alliance avec nous et c'est une très bonne chose.

Enfin, pour terminer, l'importance de ces régionales est évidente. Il faut, pour nous, faire entrer le réalisme de Gauche dans les régions ; il faut bousculer les bastilles de l'immobilisme de la Droite et, pour cela, il faut une union large permettant d'organiser une dynamique forte.

La campagne que nous ferons sera bien sûr une campagne - nous en parlerons cet après-midi - articulée autour des thèmes du Parti Socialiste, mais en même temps nous ferons une campagne avec nos partenaires, car début janvier, bien sûr, nous signerons un protocole d'accord avec l'ensemble de nos partenaires. Mais, en même temps, je voudrais faire à ce niveau, une incidente.

Vous ne pouvez pas croire que nous pouvons, dans les régions, réduire nos partenaires et penser qu'au moment de la désignation des présidents, ils pourront "voter au canon". Attention au retour de bâton !

Il faut à la fois des accords équilibrés mais il faut que tout le monde se sente bien dans l'accord. Donc, de ce point de vue-là, nous ferons une campagne avec nos partenaires, une campagne qui ne sera pas une campagne politicienne car la Droite a visiblement posé sa campagne sur un plan politicien, en articulant bien nettement sa proximité avec le Front National, pour permettre, demain, de se présenter, comme l'a dit Vasseur, devant les hémicycles des régions, pour que, dans le secret de l'isoloir, les uns et les autres puissent voter pour les formations de Droite, une campagne qui ne sera pas politicienne mais une campagne qui sera articulée autour des préoccupations des Français.

Ainsi, je crois que nous pourrons avoir, dans l'épure fixée par le premier secrétaire qui parlait d'un niveau raisonnable de notre succès, un certain nombre de succès - c'est totalement réaliste, d'ailleurs - en sachant, et ce sera le mot de

la fin, que la question des régionales est bien sûr une question locale, mais que le résultat aura une résonance nationale et qu'il engagera très fortement la suite de notre combat politique, de sa majorité plurielle et de notre rapport de forces avec la Droite.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Mes camarades, merci à Jean-Christophe. Nous allons entreprendre le débat général. Ceux qui souhaitent s'inscrire sont priés de le faire connaître à la tribune.
Je donne la parole à Gérard Fuchs.

Gérard Fuchs

Je voudrais, chers camarades, dire quelques mots à propos des 35 heures et de la réduction du temps de travail. Nous savons bien que ce sera le thème qui sera au cœur du débat, je pense que je devrais dire de la bataille politique de 1998.
Je voudrais dire quelques mots, tout d'abord, à propos de notre discours sur ce sujet.
Nous avons démarré de façon très forte et nul, ici, n'a oublié l'intervention le 10 octobre de Lionel Jospin rappelant nos objectifs, rappelant que nous avions bien l'intention d'être fidèles, sur ce point comme sur les autres, à notre discours de campagne.
Nous avons démarré de façon forte, nous avons démarré de façon juste. Je crois que la position qui a été présentée, c'est-à-dire d'abord la réaffirmation d'un objectif à travers une loi-cadre, puis une période de négociations pouvant durer deux ans, décentralisée, par branches, par entreprises voire par établissements puis, enfin, une loi véritable ramassant le résultat des négociations, après des années de débats entre nous dans notre formation politique était bien la meilleure façon de faire.
Enfin, nous avons démarré de façon appréciée, car je crois que cette position du 10 octobre a eu un écho extrêmement favorable dans notre électorat, et plus largement, dans l'électorat de la Gauche qui nous a reconduit au gouvernement le 1er juin. Nous avons tous eu, je crois, des témoignages autour de nous.
Et puis, est venue une réaction patronale qui semble avoir surpris par sa violence. Il est vrai que je n'ai pas souvenir, depuis longtemps, d'avoir entendu le chef des patrons, tout au moins le candidat à ce poste, parler de déstabiliser le Premier Ministre, parler de réglementation imposant la réduction du temps de travail. On a pu se dire, à un moment effectivement, qu'il faisait campagne, et nous voyons bien à travers le courrier qui nous remonte aujourd'hui d'un certain nombre d'entreprises que cette campagne ne fait que commencer et
que ce n'est pas simplement à dimension électorale interne au CNPF.
Si l'on fait un peu appel à notre mémoire historique, je crois que nous n'avons en réalité aucune raison d'être surpris de cette attitude du patronat. Rappelez-vous vos lectures (nous avons dû avoir les mêmes) sur l'histoire du Front Populaire de 1936. Quels étaient les discours de l'époque ? C'était : "On ne va

Fondation Jean Jaurès

quand même pas payer des salariés à ne rien faire", c'était : "Vous allez ruiner l'économie ", et même en lisant quelques bons livres, on retrouve des phrases assez proches du discours d'extrême droite d'aujourd'hui sur : "Vous allez favoriser l'ivrognerie" ou autres références sociales de ce genre.

Donc, je crois que nous ne devons pas être surpris et même, comme l'indiquait François Hollande tout à l'heure, nous pouvons peut-être être ravis parce qu'en réalité, ce type de durcissement qui sera, n'en doutons pas, suivi au Parlement par la Droite politique, peut avoir un effet de re-polarisation tout à fait bénéfique pour notre cause et pour nos idées.

Il reste que face à cette offensive du patronat, et je pense, j'en suis convaincu, demain, de la Droite, nous devons faire attention à ne pas laisser glisser notre discours. Nous devons dédramatiser. Oui, j'ai bien entendu ceux de nos ministres qui ont fait campagne sur le thème : "Dans le pire des cas, si rien ne change, ni l'organisation du travail... S'il n'y a pas de négociations... si... etc.. de quelle manière peut se traduire notre objectif ? Eh bien quatre heures de travail seraient payées en heures supplémentaires, cela veut dire une augmentation des coûts salariaux de 9,5%, ce n'est pas terrible."

Je crois qu'il était peut-être utile, sans doute, et même certainement utile, de pratiquer cette dédramatisation en direction du patronat. Mais je crois que s'il faut dédramatiser, il ne faut pas pour autant dévaluer notre discours. La réduction du temps de travail, nous en sommes tous, je crois, persuadés, reste un élément central de notre stratégie de lutte contre le chômage. Le gouvernement a engagé une politique de relance économique aussi large que le permettaient les circonstances. Cela contribuera à la croissance et à l'emploi l'année prochaine. Le gouvernement a engagé une politique de création d'emplois jeunes, elle va porter ses fruits, c'est très bien. Mais nous savons bien que ces deux mesures à elles toutes seules, devant les progrès de productivité que connaît aujourd'hui notre industrie, ne seront pas suffisantes pour faire reculer le chômage. Nous devons continuer à tenir un discours fort et ferme sur la relation entre une réduction du temps de travail négociée, conduisant à une réorganisation de la production, et la création d'emplois ou, en tout cas, la non disparition d'emplois.

De même, nous devons maintenir notre discours sur la réduction du temps de travail projet de société, créatrice de temps libre, créatrice d'une autre organisation de la vie et nous pensons, d'ailleurs, indirectement, qu'à travers ce temps libre et ces loisirs, ce sont aussi d'autres emplois qui pourront apparaître à travers la formation, à travers de nouveaux usages du temps libre qui sera disponible.

Alors, je crois que nous devons, dans notre discours, ne pas oublier ces deux dimensions de l'emploi et du projet de société et le réaffirmer avec toute la force nécessaire, de façon à réengager la contre offensive politique qu'appelle l'année 1998.

Et puis, après les discours, il nous faudra penser à la mise en œuvre. Je n'oublie pas le passage qui ne sera pas mineur du vote de la loi devant l'Assemblée Nationale. Je ne doute pas que nous y passerons, après l'immigration et le code de la nationalité, quelques heures, voire quelques nuits, mais je pense que là

aussi, nous aboutirons, nous enrichirons nos arguments, nos adversaires également. Cela sera, je pense, relativement sans surprise.

Mais je crois qu'en ce qui concerne la mise en œuvre, nous pouvons dès aujourd'hui commencer à engager un certain nombre d'actions. Comme beaucoup d'entre vous, je reçois, comme élu, une masse considérable de courrier lié à la réduction du temps de travail. C'est une masse qui n'est pas considérable par sa forme, car ce sont en réalité les mêmes lettres que nous recevons en provenance d'une série d'entreprises différentes, mais c'est une masse qui est quand même impressionnante par son volume. Je crois que nous pourrions parfaitement demander à nos élus d'essayer de voir, parmi les entreprises qui leur écrivent, quelles sont celles qui paraissent particulièrement adaptées à l'engagement d'une négociation sur la réduction du temps de travail parce que ce ne sont pas que des entreprises de salariés, il y a aussi des machines, parce qu'il y a un capital important, parce que les effectifs dépassent le cadre un peu, c'est vrai, délicat de la PME et peuvent permettre une véritable réorganisation du travail, voire la création d'équipes nouvelles.

Je pense que nous devrions encourager nos élus, non pas simplement à faire comme je l'ai fait, une réponse un peu formelle à ces courriers, mais à prendre contact éventuellement avec certaines de ces entreprises intelligemment choisies sur la base de tous les critères, non seulement, que je viens d'évoquer, mais également de l'attitude de son patron, voire de son engagement politique pour essayer de voir concrètement ce qui peut être fait pour encourager l'ouverture de la négociation.

Nous pourrions, de même, engager notre réflexion de façon identique en ce qui concerne un certain nombre de branches industrielles. Les hasards de la vie parlementaire m'ont conduit, ces derniers mois, à m'intéresser beaucoup à l'automobile. C'est un secteur, aujourd'hui, où il est envisagé la disparition, sur cinq ou six ans, de 40 000 emplois. C'est, en même temps, un secteur qui vient demander régulièrement de l'argent à la puissance publique. C'est donc peut-être un lieu parmi d'autres où la pratique du donnant-donnant pourrait être utilement engagée. Je connais des établissements qui vont bien, où la création d'une équipe ou d'un morceau d'équipe supplémentaire est imaginable. Je connais des établissements qui vont mal, où une réduction intelligente du temps de travail pourrait permettre d'éviter la baisse prévue des effectifs.

Donc, je crois que dans tous ces domaines, et pendant même la préparation du vote de la loi, nous avons un rôle à la fois d'explication en tant que parti, mais aussi de contact en tant qu'élus que nous devons mettre en œuvre dès les premières semaines de 1998.

Enfin, j'aurai un dernier mot pour la dimension européenne de ce projet de la réduction du temps de travail. Chers camarades, nous en avons fait, à de nombreuses reprises depuis 1980, la même expérience. Nous ne sommes pas seuls et il nous est difficile de conduire seuls notre politique, sans relais, autant que possible concomitants et consonants notamment dans les autres pays de l'Union Européenne.

Nous avons fait, à cet égard, il y a quelques semaines, une expérience intéressante et très enrichissante lors de la préparation du sommet sur l'emploi

de Luxembourg. Ce sommet s'est bien terminé. Il ne règle pas tous les problèmes, mais il ouvre, après les prises de position fermes que nous avions tenues au moment d'Amsterdam peu après notre arrivée au gouvernement, des perspectives nouvelles et je crois que s'il les ouvre, c'est notamment parce que notre Parti Socialiste français a su engager un dialogue avec nos partenaires du Parti des Socialistes Européens qui a porté quelques fruits puisque certains de ces partis, majorités de fait aujourd'hui, soit sont au gouvernement, soit y participent.
Pour la préparation et l'aboutissement de Luxembourg, nous avons, François il t'en souvient, envoyé un certain nombre de délégations auprès de tous nos partis frères européens pour leur dire : voilà pourquoi nous considérons que l'emploi doit devenir (et pas seulement la monnaie unique) une priorité européenne, voilà comment nous concevons qu'au niveau collectif qui est celui de l'Union, telle ou telle politique doit être mise en œuvre.
Je pense que nous devrons, à partir du moment bien choisi, le deuxième semestre de l'année prochaine, procéder de la même manière, envoyer un certain nombre d'équipes auprès de nos partis frères de l'Union Européenne et du Parti des Socialistes Européens, leur expliquer notre position sur la réduction du temps de travail qui n'est pas toujours comprise, je pense que nous en avons conscience, leur expliquer que nous ne sommes pas des soviétiques attardés qui voulons tout faire par la loi, mais que notre loi ouvre une période de deux ans de négociations, leur expliquer que nous envisageons de multiples formes de la réduction du temps de travail qui ne concernent pas que la semaine, mais qui peuvent concerner des vies ou des modulations sur des périodes beaucoup plus longues.
Je crois que si nous sommes capables de conduire ce travail, nous serons capables de créer autour de nous un relais indispensable et plus cet objectif de société que représente la réduction du temps de travail, nous réussirons à la conduire non seulement chez nous, mais à entraîner un certain nombre de nos partenaires les plus proches dans des directions voisines, plus nous aurons de chances de le mettre en œuvre, et nous savons bien, chers camarades, que cela pèsera sur notre avenir politique en France et peut-être même que cela le déterminera.
(Applaudissements)

Le président.- Merci à Gérard, la parole est à Jean-Marc Sarnin.

Jean-Marc Sarnin

Chers camarades, la Gauche plurielle est aujourd'hui au gouvernement, mais la Droite est pour l'instant majoritaire dans nos régions. Les élections de mars prochain vont donc se dérouler dans une forte confrontation politique.
La réforme de la politique agricole commune va entraîner de fortes turbulences dans tout le pays dans les quelques semaines qui viennent. La France, avec 90% de son territoire rural, est la première puissance agricole d'Europe. Le rôle des

agriculteurs engagés dans le Parti sera donc, au printemps prochain, un rôle très important.
Or, nous constatons au bureau de la CNAR (Commission nationale agricole et rurale du parti) que dans la plupart des régions, nos camarades au moment d'établir les listes régionales, oublient ces données, et, bien souvent, s'approprient de façon urbaine la plupart des places. Pour ne citer qu'un département que je connais depuis longtemps (j'allais dire depuis toujours), la Loire où je suis agriculteur, avec deux grosses villes comme Saint-Étienne et Roanne, nous n'avons uniquement en position éligible pour l'instant que des camarades très compétents, mais tous de profil urbain, alors que dans le département de la Loire, en mars prochain, les électeurs des communes de moins de 5 000 inscrits représenteront largement 50% des exprimés.
Je vous rappelle que le milieu rural est bien moins abstentionniste que le milieu urbain et vote moins Front National.
Je vous demande donc de placer dans chaque région quelques camarades en position éligible, car l'agriculture, c'est la production des produits alimentaires, mais c'est demain, et demain bien plus qu'hier, un rôle nouveau dans l'environnement et dans la qualité de produits. Le budget d'environnement des régions de France ne va d'ailleurs pas cesser d'augmenter.
A l'heure de finir la composition de nos listes, n'oublions aucune composante, c'est la condition de la victoire en mars prochain. Merci.

Le président.- Merci à Jean-Marc. Marilyse peut monter à la tribune. La parole est à Marilyse Lebranchu.

Marilyse Lebranchu

Je vais essayer d'être rapide, camarades, et je vais revenir sur ce qu'a dit Gérard Fuchs quant au débat sur les 35 heures. Pour avoir fait un certain nombre de réunions dans les régions, dans un certain nombre de villes, le Parti Socialiste, la Gauche plurielle, d'une manière globale, sont totalement absents, et depuis longtemps, du dialogue constructif avec un certain nombre de chefs d'entreprises et de petites entreprises.
Nous avons trop souvent pris l'habitude de faire dans ce Parti comme dans tous les autres (et la Droite avait fait la même chose) de la macro économie et de partir sur la recherche de grands équilibres (ce qui est absolument indispensable) sans voir que le tissu économique est un tissu qui n'est pas monolithique et sans voir que le CNPF, tout compte fait, ne représente pas forcément le tissu économique français puisqu' il ne doit représenter que 15% des grandes entreprises françaises.
Je crois que les Socialistes ont, à l'occasion des régionales, un moment privilégié pour renouer un dialogue important, parce que si, effectivement, globalement, les organisations syndicales en France sont satisfaites de la position prise sur les 35 heures, à l'intérieur des petites entreprises, des moyennes entreprises, dans les tissus rural, périurbain, etc.., on rencontre

beaucoup de salariés dont l'inquiétude croît en même temps que celle de leurs entrepreneurs.
C'est l'occasion de dire que si nous sommes favorables aux grands équilibres, si nous sommes favorables effectivement à la compétitivité des entreprises, nous n'avons jamais vu la Droite libérale proposer des moyens pour que nos entreprises, sur le territoire français, puissent enfin se poser un certain nombre de questions sur l'organisation du travail, sur la compétitivité, la productivité, et nous avons énormément de retard dans ce pays parce que rien n'a été fait.
Le libéralisme est tellement bien construit que, tout compte fait, on attend quoi ? Que la petite entreprise, qui a la bonne idée, se développe. Le jour où elle va se développer, comme elle n'a pas de capitaux, comme elle n'a pas de fonds propres, elle va se faire racheter, au mieux, ou au pire elle va disparaître pour laisser son idée à des concurrents !
Le système libéral, c'est un système qui tue le système économique et, curieusement, nous ne réussissons pas, politiquement, à rentrer dans ce milieu parce que nous n'osons pas l'affronter, ou parce que nous n'avons pas organisé de réunions suffisantes d'explication avec, à la fois, les responsables de ces entreprises-là et leurs salariés.
Les régionales, c'est aussi l'occasion de dire que tout le système économique français, conservateur et libéral, est fait pour que, entre le producteur et le distributeur, personne ne s'immisce dans le dialogue, personne ne s'immisce dans le débat, profond pourtant, qui est celui de la répartition de la valeur ajoutée.
De plus en plus d'entrepreneurs dans vos régions savent qu'ils sont totalement soumis à celui qui va acheter leurs produits au-dessus d'eux, soit intermédiaire, soit grand distributeur, soit distributeur vers l'étranger. Il n'y a pas de dialogue interentreprises (et le CNPF, naturellement, ne souhaite pas ce type de dialogue) pour dire : est-ce qu'il n'est pas temps en France de parler de répartition de valeur ajoutée entre le producteur, le transformateur, le distributeur ? Les salariés en font à chaque fois les frais et le libéralisme amène effectivement un certain nombre de concentrations dangereuses.
Les régions en France, qui ont un pouvoir d'organisation économique, pourraient enfin essayer de parler de ce type de problèmes avec leurs entrepreneurs, mais aussi, à travers le système emploi jeunes qu'on leur propose, mettre à disposition de notre tissu économique un certain nombre de jeunes tout à fait capables :
1°) de parler d'organisation du travail, ce qui ne serait pas inintéressant dans un certain nombre d'entreprises ;
2°) de parler d'innovation technologique ;
3°) d'installer des systèmes de gestion un peu plus performants. Je vous rappelle que dans nos entreprises il y a de 800 000 à 1 million de bulletins de salaires qui sont encore faits à la main !
Tout cela permettrait une meilleure organisation économique. C'est un vrai enjeu politique des régions.
Or, que font les régions aujourd'hui, économiquement parlant ?

Elles ont, pour certaines, une petite politique d'aide à la création, rarement une politique d'aide à la transmission, parfois une politique d'aide à l'exportation, mais cela ne concerne que quelques secteurs, et très souvent des politiques d'innovation technologique qui ne concernent qu'une très faible minorité de nos entreprises françaises.
Je crois que les régionales, c'est le moment de parler : de parler du tissu économique, de parler du rôle régulateur de l'Etat, mais de parler aussi du contrat entre l'Etat et la région pour que la régulation économique se fasse enfin de façon constructive.
On a tout un champ important à jouer. Pourquoi ?
Parce que la Droite, ne sachant plus parler au tissu des entreprises françaises majoritaires (les 85% qui ne sont pas forcément dans le giron du CNPF), trouve très souvent des relais plus faciles dans les partis d'extrême droite ou dans le Front National. J'ai eu affaire l'autre jour à une manifestation dure du CDCA européen et j'ai remarqué que, sur cette manifestation, il y avait deux personnes qui étaient politisées, toutes les autres étaient en réelle difficulté.
Donc, il est temps que les Socialistes reprennent ce langage parce que je crois que si nous ne nous engageons pas au cours d'une campagne électorale sur ce type de débat avec ces entreprises et avec leurs salariés, on pourra parler longtemps du seuil des 20 salariés. Le seuil des 20 salariés est un seuil que nous avons choisi pour essayer d'inciter à l'expérimentation sur les problèmes des petites entreprises, mais ce n'est pas cela qui est important. Ce qui est important, c'est qu'aujourd'hui beaucoup de salariés ne sont pas convaincus parce que leur patron les domine davantage que nous, non pas de façon dure, violente, mais de façon quotidienne et quasi affective. Or, contre le quotidien et le quasi affectif, la politique doit reprendre ses droits, mais la politique doit parler simple, doit parler clair et doit parler aussi de la situation de toutes ces entreprises actuellement à genoux devant la grande distribution dans certains cas - même si elle fait beaucoup de progrès en ce moment - mais aussi devant tout le système français de sous-traitance qui est un système ultra-libéral, dangereux, qui déménage le territoire et dont la Droite ne parle jamais.
Donc, je vous souhaite bon courage pour faire cela, parce que ce n'est pas simple, mais la Gauche a sa place là.
(Vifs applaudissements)

Le président - Merci Marilyse.
Mes amis, mes camarades, je ne sais pas s'il faut souscrire à la proposition non émise de François Hollande (il y songe sérieusement), mais l'idée qu'à cette Convention nationale les camarades debout au fond de la salle ne sauraient être présents sur les listes régionales... (rires)... me paraît être une idée intéressante et qui pourrait créer un stimuli important sur le comportement des uns et des autres !
Il est vraiment très difficile d'intervenir à cette tribune avec un brouhaha de paroles au fond de la salle. Ce n'est pas très agréable.
Je donne la parole à Marie-Noëlle Lienemann.
(Applaudissements)

Marie-Noëlle Lienemann

Chers camarades, je voudrais m'inscrire à mon tour dans le débat engagé par Gérard Fuchs et Marilyse Lebranchu sur les 35 heures.

Nous sommes là devant une responsabilité quasi historique car, comme l'a très bien dit Marilyse, il nous faut convaincre non seulement les patrons (je crois qu'une partie d'entre eux ne seront jamais convaincus, l'histoire en a témoigné), mais surtout les salariés, et il nous faut faire la preuve grandeur nature du fait que nous pouvons, avec la réduction du temps de travail et les 35 heures, renouer avec le progrès social, avec une vraie amélioration dans les conditions de vie des salariés, et que nous pouvons en faire un levier pour créer des emplois.

On nous explique à longueur de journée qu'il faudrait choisir entre emploi ou progrès social. Or, si nous ne sommes pas capables, en cette fin de siècle, de montrer qu'on peut et faire du progrès social et résoudre les problèmes du chômage, nous rentrerons définitivement dans l'idée libérale que nous devons baisser les conditions de vie des salariés pour partager les capacités à trouver un emploi.

Donc, il faut que nous réussissions les 35 heures.

Il me semble qu'il était déjà très important (et nous devons saluer l'acte du gouvernement) d'avoir, au moment de la grande, de la fameuse convention de la négociation sociale, clairement marqué le cap : 35 heures hebdomadaires, 35 heures par une loi d'abord, une négociation ensuite, et éventuellement une dernière loi pour balayer la fin des négociations.

Cette stratégie est la bonne.

Mais notre parti doit se mettre en situation d'être acteur. Un gouvernement ne peut pas être, à lui tout seul, le seul lieu d'affrontement avec les forces de résistance.

Pour que notre parti soit acteur, il faut qu'il soit acteur de conviction en direction des salariés, acteur de proposition dans le travail législatif, acteur de résistance par rapport aux forces, notamment à celles du CNPF.

Je pense qu'aujourd'hui, dans notre dispositif, manquent un certain nombre d'atouts pour que nous réussissions ce pari, mais je crois que nous sommes en situation de pouvoir nous les donner.

Ces atouts, je voudrais les citer. Je pense qu'il y en a trois :

Le premier atout qu'il faudrait arriver à concrétiser, c'est qu'il n'est pas vrai que la flexibilité crée de l'emploi, il n'est pas vrai que l'annualisation va créer des emplois... (applaudissements)... et d'ailleurs, le patronat peut déjà annualiser. Depuis Balladur, les patrons ont tous les outils de la flexibilité, le code du travail a été massivement démantelé : ils ne l'ont pas fait, pour des raisons qui sont aussi économiques.

Vous le savez bien, les élus locaux - et on le voit quand on discute avec les entreprises, Marilyse a raison - il faut avoir un dialogue avec les entreprises. Ce n'est pas un monde homogène, comme les agriculteurs ne sont pas tous derrière les gros Beaucerons, comme les patrons ne sont pas tous derrière le CNPF de M.

Antoine Seillière, et comme d'ailleurs les masses de salariés ne sont pas toujours toutes derrière leurs organisations syndicales. Et qu'est-ce qu'elles disent ? Si vous annualisez, vous ne créez pas de postes ! Quand pour les cantines scolaires, quand pour nos emplois communaux, nous utilisons l'annualisation, si nous voulons le faire pendant les périodes scolaires, ils ne travaillent pas, et donc on les fait travailler beaucoup plus dans les périodes hors temps scolaire. Du coup, eh bien, on crée moins de postes dans ces périodes-là où l'on en a besoin. Globalement, l'annualisation et la flexibilité ne créent pas d'emplois.

Elles ont aussi un autre inconvénient, c'est qu'elles font peser un stress supplémentaire sur les salariés. Or, la France est le pays de l'Union Européenne où les salariés s'ennuient le plus dans leur travail, vivent le plus mal dans leur travail et considèrent qu'ils sont le moins reconnus.

C'est cela, la vraie rénovation de l'entreprise, c'est de faire que, comme dans les autres pays de l'Union Européenne, le salarié se sente reconnu, ayant sa place, en situation d'être acteur et non pas toujours avec l'impression d'être sujet.

Bref, l'annualisation et la flexibilité ne créeront pas d'emplois, elles mettront un coup d'accélérateur à ce passage vers le libéralisme qui fragilise le statut salarié pour essayer uniquement de gagner sur les coûts du travail et les conditions de travail l'ensemble des marges pour la compétitivité mondiale.

Il faut donc mettre des garde-fous et je pense que le gouvernement devrait être plus modéré dans son discours sur le "donnant-donnant" : annualisation/flexibilité d'un côté, réduction du temps de travail de l'autre.

Nous sommes d'accord pour discuter de la réorganisation du travail, pas de la flexibilité. Il y a plein de marges dans les négociations sur l'organisation du travail, en termes de formation, en termes de pyramide des âges, en termes de modernisation de certains secteurs, en termes de qualité des produits, mais ne laissons pas dire que le seul sujet de l'organisation du travail, c'est la flexibilité et l'annualisation.

Je plaide donc pour qu'au Parlement nos députés fassent des amendements afin de mettre des garde-fous à la loi contre cette dérive de la flexibilité et de l'annualisation.

(Quelques applaudissements)

Deuxième sujet : la question du temps de mise en oeuvre de la réduction du temps de travail.

Je ne suis pas favorable d'abord au distinguo entre les PME et les autres.

Pourquoi ? Parce que j'ai, dans ma commune, créé une agence de soutien au développement économique local et à la création d'entreprise (chaque année se créent 40 entreprises) et j'ai, par ailleurs, créé un club d'entrepreneurs, notamment de créateurs d'entreprises. 90% des entreprises qui sont créées - et ce n'est pas simplement vrai chez nous, c'est vrai un peu partout - sont de l'externalisation de fonctions qui avaient lieu dans les grandes entreprises. On licencie un cadre ou un salarié et on lui dit : "Crée ton entreprise". Les grands bureaux d'études (je l'ai vu dans le bâtiment, comme ministre du Logement) ont éclaté en licenciant leurs salariés et en leur disant : "Créez votre entreprise individuelle, ou la petite SARL, et on va vous payer la prestation de service".

Bilan des courses ? Au bout de trois ans, le salarié, qui gagnait 15 000 F, par exemple, comme technicien compétent dans une entreprise ou dans un bureau d'études, devient chef d'entreprise... mais ne gagne plus que 8 000 F, parce que l'entreprise, qui prenait la mensualisation, l'organisation dans la durée, ne paye plus que le service et la prestation ! C'est le fameux travail à la tâche moderne.

Donc, si nous mettons trop en division en termes sociaux, en termes de législation, en termes de réglementation les fameuses PME dont nous parlons, nous allons accélérer ce système d'externalisation de tous les salariés des grandes entreprises avec statut vers des systèmes fragilisés de PME d'externalisation.

Quand on vous dit que les PME créent beaucoup d'emplois et que la grande entreprise en perd beaucoup, c'est beaucoup par transfert et, d'ailleurs, j'appuie mes dires sur les déclarations de M. Yvon Gattaz, qui a lui-même expliqué au CNPF que, quoi qu'on en dise, l'industrie et les grosses entreprises étaient le moteur qui allait développer les PME par ce mécanisme.

Il ne faut pas croire ! A part dans les secteurs de pointe, dans le multimédia ou quelques services nouveaux, les PME ne sont pas aussi spontanément créatrices d'emplois qu'on veut bien le dire. Je n'ai rien contre les PME, mais je dis : prenons garde à cette division artificielle qui risque d'accélérer ce mécanisme.

Par ailleurs, plus nous traînerons à mettre les 35 heures en route, moins nous créerons d'emplois, car les gains de productivité vont être absorbés par cette réduction d'emplois. Il y a une sorte de course contre la montre qu'il faut faire entre aller plus vite que les gains de productivité et mieux les répartir.

Donc, je plaide pour que nous n'acceptions pas le principe de cette distorsion dans la durée. Reporter à 2002, c'est vraiment trop loin pour les entreprises de moins de 20 salariés qui représentent 25% des salariés français.

Alors, vous allez me dire : elle veut tout, plus vite, pas de flexibilité... c'est irréaliste !

Je dois dire qu'il y a une troisième condition nécessaire et qui est la clé du dispositif.

C'est la question de la réforme fiscale des entreprises et la réforme des prélèvements, car moi j'ai réuni mes entreprises depuis longtemps dans ma commune, pour parler de la réduction du temps de travail, elles me connaissent et elles savent mes positions tranchées sur ce sujet et nous avons discuté pied à pied, avec leurs comptes, sur la situation.

Qu'est-ce que l'on a observé ? Que les entreprises de forte main d'œuvre et de faibles profits payaient des cotisations patronales énormes pendant que par exemple une entreprise de ferraille, mondialement connue, fait des bénéfices énormes sans payer beaucoup de taxe professionnelle et sans payer beaucoup de cotisations sociales, dans ma propre commune, il y a deux entreprises de cette nature.

Je plaide pour que nous fassions, en même temps que les 35 heures, la réforme que nous avions d'ailleurs inscrite dans notre programme, qui consiste à asseoir les cotisations patronales sur un certain nombre de paramètres dont les bénéfices et la valeur ajoutée, et Marilyse a raison, le vrai débat est celui de la répartition de la valeur ajoutée, donc de la fiscalité. Il faut donc qu'en même temps que

nous faisons les 35 heures nous réformions le calcul des cotisations patronales et là les PME, les petits artisans, que vous voyez sur le terrain, les entreprises de forte main d'œuvre, celles qui ont effectivement un problème car elles ne font pas spontanément beaucoup de profits, seront soulagées dans l'effort fiscal pendant que les monstres qui font des profits - car en France il y a plein de profits, il y en a beaucoup, et il n'y en a jamais eu autant - vont prendre leur part dans la participation aux dépenses sociales du pays, ce qui est tout à fait légitime.

Je préfère donc, chers camarades, et je souhaite que notre parti, dans le débat parlementaire, dans le débat que nous avons avec les salariés, au lieu du donnant-donnant avec le patronat, flexibilité/temps de travail, fasse un donnant-donnant réforme fiscale/temps de travail, car nous diviserons le front patronal, le patron de PME qui va découvrir qu'il payera moins de cotisations sociales, ce qui va donc donner de l'air pour éventuellement créer des emplois, va être solidaire de notre démarche, alors même qu'il se sent aujourd'hui, de façon absurde, solidaire du Baron Antoine de Seillière.

Il faut donc que nous ayons, et pour des raisons politiques et pour des raisons économiques et pour des raisons d'efficacité de la réduction du temps de travail, une utilisation simplifiée, je suis persuadée que nous pouvons ensemble encore réussir ce pari, mais surtout ne capitulons pas sur la flexibilité, nous le regretterions amèrement, nous aurions de plus en plus le système à la britannique ou aux Etats-Unis, où l'on vous expliquera qu'il vaut mieux travailler en dessous du SMIC, en dessous du seuil de pauvreté, que vous n'aurez plus autant de chômeurs, on croira que vous avez réussi mais vous aurez une paupérisation et cette paupérisation, non seulement est dramatique, mais risque politiquement d'être terrible, car fort heureusement nous sommes un des pays où le niveau de formation des hommes et des femmes, quoi qu'on en dise, est parmi les meilleurs de la planète, même les américains, quand ils doivent s'installer en France, le Herald Tribune dit que le meilleur atout de la France c'est, non seulement sa position géographique, mais la qualification et le niveau culturel de sa main d'œuvre. Ne le gâchons pas en laissant jouer cette idée que l'on peut aller de plus en plus loin dans les études en ayant un statut de plus en plus déshonoré et mal reconnu dans notre pays.

Aussi ne capitulons pas sur ce point, j'ai essayé de vous montrer qu'une autre voie était possible, réaliste, pour réussir les 35 heures en l'An 2000, j'espère que ce débat fructueux nous le poursuivrons mais je suis persuadée que si nous le menons avec la société, vous verrez que ce que nous proposons rencontre une adhésion très large, au-delà même des sphères habituelles de la Gauche.

(Vifs applaudissements)

Le président - Merci Marie-Noëlle. La parole est à Gilles Catoire, dernier orateur inscrit.

Gilles Catoire

Chers camarades, je ne parlerai pas des régionales sinon pour souhaiter - et je parle pour 2001, pour les cantonales, et de 2002 pour les régionales - que les réformes démocratiques que nous avons mises en place, qui nous ont fait désigner aux postes de maires, de conseillers généraux, les têtes de listes, puissent ultérieurement, il faut prévoir l'avenir aussi, permettre d'avoir une vie démocratique de nos structures régionales.

Je crois que s'il y a des groupes et des présidents de régions Socialistes, il faudra simplement des instances qui ne soient pas une sorte de sénat Socialiste des régions mais des instances ayant réellement une vie démocratique au niveau régional, surtout si nous créons un Parti Socialiste Européen, dans toutes les régions, et je pense aussi qu'il faudra y compris dans la région parisienne, lorsque nous discuterons de la réforme de la loi PLM, réfléchir à des structures d'agglomération, sinon nous serons la seule région à ne jamais avoir abordé ce problème.

Je veux maintenant revenir sur un sujet qui me semble être le plus important sur le terrain aujourd'hui, parallèlement à tout ce qui se dit sur l'emploi et les 35 heures, en étant sur le terrain avec des "Méphisto", qu'est-ce que l'on entend ? Le problème numéro 1 c'est la sécurité. Les déclarations de Jean-Pierre Chevènement et de Lionel Jospin au colloque de Villepinte ont été très bien accueillies, ont suscité une forte attente dans les milieux populaires, dans les cités HLM, et je crois que cela passe par une réforme complète que je ne détaillerai pas, des commissariats de police qu'il faudra prendre à bras-le-corps.

La mission des commissariats de police est de recevoir les gens, de traiter de leurs petits problèmes, ou qu'ils considèrent comme leurs petits problèmes, mais qui sont de grands problèmes, parce que nous les vivons tous les jours, et c'est aussi important que ce que veut faire Claude Allègre dans l'Education nationale. On ne peut pas continuer. Alors évidemment les déclarations de Lionel Jospin aussi ont bien passé dans l'opinion.

Je pense qu'en ce qui concerne les polices municipales le débat n'est pas clos, j'ai une police municipale et d'autres collègues ici également, je ne suis pas pour l'armement des polices municipales, mais les faire se coucher à 8 heures avec les poules, alors que la demande est quand même par exemple d'avoir une présence en soirée, ou alors il faut être capable d'avoir une présence massive de la police nationale la nuit, et assez vite c'est un problème sur lequel il faut encore évoluer, toutes les polices municipales ne sont pas des services d'ordre de l'extrême droite, il y a aussi des polices municipales républicaines qui font un travail de proximité.

En ce qui concerne les emplois jeunes, justement, la mise en place des emplois jeunes permet de développer partout des espérances de voisinage et des actions en faveur de la citoyenneté. Je voudrais dire ici que déjà on voit la Droite traîner au niveau des municipalités - je ne parle pas des régions de Gauche - dans mon département par exemple, le préfet ne réunit la Commission que toutes les trois semaines, si bien qu'en dehors des jeunes recrutés par l'intermédiaire du rectorat et de l'inspection académique aucun jeune ne sera recruté, ni par le département ni par une collectivité locale avant le 15 janvier. Et il semble que ce soit le cas

dans beaucoup de départements. Donc il est nécessaire sans doute d'aller un peu plus loin et un peu plus vite, parce qu'il y a une grande attente au niveau des emplois jeunes, et il faut que ce soit réalisé aussi rapidement.
On parle beaucoup de difficultés dans certains quartiers, dans certaines cités, je crois que ces problèmes doivent être traités, bien sûr, au niveau du gouvernement, au niveau de l'Etat, au niveau de la politique de la ville, mais il faut aussi savoir que l'expérience montre que les jeunes qui sont avec nous dans le combat quotidien, dans le combat politique, ne sont pas des jeunes à problème, ce sont eux qui apportent des solutions et il serait grave de laisser à nos partenaires de la Gauche plurielle uniquement la représentation de ces jeunes, ce n'est pas le cas dans beaucoup de villes.
Il y a certainement des efforts à faire parce que des jeunes réussissent dans leurs études, des jeunes créent des entreprises, des jeunes fréquentent des mouvements sportifs, alors on parle toujours des autres mais quand on est dans un bureau de vote, ce sont ceux là qui viennent voter pour le Parti Socialiste, c'est avec ceux là qu'il faut travailler, ce sont eux qu'il faut utiliser pour combattre les formes d'exclusion.
J'ai entendu un calendrier, je ne sais pas s'il faut une Conférence nationale ou un Conseil national, j'avais cru comprendre - mais c'était avant que nous soyons au pouvoir peut-être - il y a eu Villepinte mais je ne crois pas que cela remplace une réunion, un colloque, une journée de formation pour apprendre à nos militants, sur le terrain, à argumenter, à faire une campagne politique de terrain sur le problème de la sécurité.
Je crois qu'en milieu urbain ce sera très important, donc je souhaiterais que dans le calendrier, sans que ce soit trop loin, on réfléchisse à une journée de réflexion sur sécurité et citoyenneté, les deux sont liées. Merci. (Applaudissements)

Le président - Merci à Gilles Catoire. Je crois qu'Alain a pris bonne note de ta suggestion pour examiner la manière dont on peut l'intégrer au programme prévu par la direction du Parti.
Le débat général est terminé, je vais lever la séance et je rappelle que celle-ci reprendra à 14 H 30, je rappelle également que la Commission des résolutions, c'est-à-dire le Bureau national, se réunit au 1er étage, salle C, dans quelques minutes.
(La séance est suspendue à 12 H 25)

Parti Socialiste
Convention nationale
Samedi 20 décembre 1997
(Après-midi)

La séance est reprise sous la présidence de Michel Delebarre.

Le président (Michel Delebarre)

Mes amis, mes camarades nous allons reprendre nos travaux. Nous allons avoir les interventions d'Alain Bergougnoux, de Yannick Bodin, de Vincent Peillon, de Michel Debout, dans le contexte, je pense, de la préparation de ces régionales.
Alain, tu as la parole.

Alain Bergougnoux

Je vais essentiellement faire une intervention qui porte sur deux points d'information par rapport aux activités du Parti. Ce sont deux points différents.
La première porte sur une question qui avait été évoquée à notre Congrès sur l'idée d'une initiative à prendre pour la laïcité et vous savez que c'est une valeur tellement essentielle pour les Socialistes que nous n'en avons finalement jamais fait une part dans l'organisation du Parti. Lors de votre dernier Congrès, Marie-Thérèse Mutin avait souhaité que nous prenions l'initiative concrétisant notre attachement à la laïcité ainsi que notre vigilance par rapport aux manquements qui peuvent être constatés.
François Hollande avait demandé à Marie-Thérèse Mutin et à moi-même de réfléchir au contenu que nous pourrions donner à cette volonté et après réflexion nous sommes en mesure de faire les propositions suivantes, que je présenterai brièvement à la convention, pour qu'elles soient validées et cela tient en trois points :
D'abord, il nous paraît utile, ce qui n'avait jamais existé, de constituer une Commission nationale laïcité qui serait ouverte aux responsables nationaux, aux premiers secrétaires fédéraux qui le souhaiteraient, ainsi qu'à des personnalités intellectuelles, syndicalistes, membres de groupements, d'associations laïques.
Et cette Commission aurait pour charge de réfléchir aux enjeux nationaux, européens, mondiaux même, de la laïcité aujourd'hui et de préparer un colloque du Parti qui pourrait prendre place dans la réflexion que nous allons mener dans l'année 1998 qui débouchera, comme le rappelait Alain Claeys ce matin, sur une convention proprement dite Socialiste sur la nation et l'Europe, des valeurs de la nation et dans les valeurs de la nation il y a les valeurs de la République et évidemment celles de la laïcité.
Donc cette Commission aurait pour tâche d'actualiser notre doctrine, de préparer ce colloque.
Deuxième proposition : il nous a semblé nécessaire aussi qu'il y ait des correspondants dans chaque fédération et le plus simple c'est qu'un secrétaire fédéral en charge de cette question, au milieu d'autres responsabilités, puisse être chargé de ce problème pour affiner les débats au sein des fédérations sur cette question, avoir les contacts avec les milieux, les associations, les mouvements laïcs de son département, et pouvoir aussi faire le bilan des problèmes qui peuvent se poser, comme nous le savons, ici ou là.
Troisième proposition, il est important à ce point de vue, puisqu'au début janvier nous nommerons tout un ensemble de délégués nationaux chargés de problèmes thématiques, qu'un délégué national à la laïcité puisse être nommé par le Bureau

national. Il aurait pour charge évidemment de travailler avec les correspondants fédéraux, les secrétaires fédéraux chargés de ce dossier.
Voilà les dispositions, comme aurait dit un de nos anciens camarades, simples et pratiques qui peuvent être mises en œuvre pour remplir ce vœu de notre Congrès de Brest.
C'était le premier point d'information que je voulais apporter à la convention.
Le second point qui n'a pas de liaison évidemment avec le précédent, c'est de parler un peu des campagnes de communication qui vont être celles du parti, qui vont prendre date en janvier, février et mars.
Nous avons une difficulté assez évidente, qui est d'articuler dans le fond deux campagnes, la campagne des cantonales et la campagne des régionales, et puis aussi il y a une troisième campagne qui est permanente. Ce matin plusieurs orateurs, François Hollande lui-même, le rappelaient : nous sommes dans un climat politique qui sera plus tendu, plus vif que celui que nous avons connu les mois précédents. Et donc il y a nécessité pour le Parti d'être en réponse et en offensive, en contre-offensive permanentes. En fait, il faut que nous articulions trois types de campagnes, si nous voulons être à la hauteur des tâches qui sont les nôtres.
Je voudrais vous tracer la perspective suivante et faire aussi un certain nombre de propositions en demandant aux premiers secrétaires fédéraux présents ou aux secrétaires à la communication de pouvoir prendre contact avec nous début janvier pour nous faire connaître leurs besoins, leur analyse, afin que nous puissions bâtir ensemble un plan de communication définitivement bouclé fin janvier, avant même évidemment la réunion des premiers secrétaires fédéraux et des premiers secrétaires de sections.
Ceci pourrait tenir en trois volets : d'abord une campagne sur les cantonales et sur les régionales. Pour les cantonales, on sait que ce sont des campagnes très locales, personnalisées, mais je pense qu'au national on peut offrir, comme on l'avait fait pour les législatives, un kit de campagne avec des modèles d'affiches, éventuellement un bandeau, avec un slogan, des éléments de journal, avec notamment les grands argumentaires politiques, en lien avec les réalités départementales.
Pour les élections régionales, c'est plus difficile, parce qu'il y aura une grande majorité de listes plurielles, et je pense que c'est surtout de la responsabilité des régions de concevoir les affiches avec les listes et on aura des difficultés pour avoir un modèle national.
Par contre, ce que nous pouvons faire nationalement, c'est de diffuser un document qui peut être le manifeste pluriel, s'il est adopté, par les différents partenaires et Vincent Peillon en parlera tout à l'heure et puis des éléments de popularisation des positions proprement Socialistes telles qu'elles ont été élaborées par la FNESER.
Voilà ce que nous proposons pour les cantonales et les régionales. Dès le 5 janvier, nous enverrons un fax à toutes les fédérations pour savoir quels sont leurs besoins pour pouvoir préparer les choses et il faut en fait que nous les préparions, si nous voulons être efficaces dans les quinze premiers jours de janvier, pour être prêts les 24 et 25 janvier.

En même temps, il faut que l'on puisse faire le lien entre ces différentes campagnes. Il faut que l'on puisse articuler entre les campagnes cantonales et régionales et donc nous proposons un deuxième point, une campagne nationale qui fera le lien entre les grandes questions politiques nationales et les enjeux électoraux. Et là, essentiellement par la confection d'un document peut-être un "4 pages" sur le modèle de celui que vous aviez reçu avant notre Congrès, document "cela change" qui fasse le point de manière synthétique sur les grandes actions réformatrices du gouvernement, qui critique la Droite dans ses propositions ou ses absences de propositions, qui fasse le lien avec les enjeux électoraux, notamment il faut avoir présent à l'esprit que le 30 janvier le RPR va sortir son projet, projet de "Nouveau Parti Rassemblement", et donc il va y avoir du côté du RPR une grande campagne de communication pour montrer que la Droite sort de sa crise idéologique et donc est capable d'articuler des propositions. Il faut à peu près au même moment, 30 janvier, début février, que nous soyons à même de répondre avec un document synthétique articulant nos propositions, l'action du gouvernement et la réponse à la Droite, et en même temps dans cette campagne nationale, il faut que nous ayons pris l'habitude, et vous le savez, il faudra le faire plus systématiquement, en essayant de retrouver petit à petit le rythme de la campagne des législatives, de proposer des modèles de tracts à la fois offensifs et défensifs, chaque semaine, qui puissent servir de base pour des journaux fédéraux, pour des tracts fédéraux, pour des éditoriaux de candidats.

Enfin, dernière proposition, on en parlait ce matin et on voyait que dans le débat général, ceci occupe une grande place : il nous paraît indispensable de mener une campagne spécifique sur les 35 heures, c'est-à-dire sur la question que pose cette réforme et ces propositions et cette fois-ci évidemment en entrant plus concrètement dans le sujet, c'est-à-dire en montrant les enjeux de cette réforme en insistant sur les possibilités de création d'emplois, sur les possibilités de modernisation des entreprises, sur la nécessité de la négociation, en mettant le patronat devant ses responsabilités.

Là, nous pouvons le faire à la fois avec un document spécifique qui peut être assez vivant avec des exemples d'entreprises où la négociation a commencé, où elle donne des résultats, avec des propositions assez claires en définissant les enjeux pour l'emploi, les enjeux de société et donc nous proposons de faire un troisième document qui sera disponible aussi à peu près au même moment, ainsi qu'un jeu d'affiches nationales, parce qu'il ne faut pas multiplier, nous le pensons, les campagnes d'affiches, parce qu'on sait très bien que ce mode de communication a ses limites et puis la plupart des camarades vont surtout préparer les affiches régionales et cantonales mais il nous paraît qu'il est important qu'il y ait une affiche nationale sur la question des 35 Heures en mettant l'accent sur les points essentiels de cette réforme.

Voilà ce que je voulais vous dire à titre informatif et bien entendu tout ceci devra être bouclé dans les premières semaines de janvier en concertation avec les fédérations.

Le président - La parole est à Vincent Peillon

Vincent Peillon

Chers camarades, au moment où je m'exprime devant vous, je suis conscient que votre appétit de savoir et votre curiosité ne se tournent sans doute pas vers les éléments de programme que nous avons à débattre avec les partenaires de la Gauche plurielle, mais davantage sans doute vers la constitution de nos listes et c'est ce qui se débat à la Commission.

En même temps, je crois qu'il est important, à ce stade des négociations avec les partenaires de la Gauche plurielle, de vous informer de la méthode que nous avons retenue et des exigences qui sont les nôtres.

Comme vous le savez sans doute, vers la mi-janvier, nous avons à signer un accord avec l'ensemble des partenaires de la Gauche plurielle qui porte sur les listes de rassemblement et, en même temps, cette signature sera accompagnée d'une signature d'un texte commun.

Ce texte commun doit avoir à notre sens deux objectifs :

- bien marquer l'engagement de toutes les forces de la Gauche plurielle, des écologistes, du PSR, du MDC, du PCF dans l'action commune ;
- être capables de marquer que nous devons poursuivre le changement dans les départements et dans les régions dans la ligne qui est celle du gouvernement de la Gauche plurielle.

En même temps, nous avons un certain nombre d'exigences à respecter qui sont des exigences assez difficiles :

D'abord, nous devons faire attention, vous vous en doutez, au calendrier du gouvernement sur les questions en particulier qui sont celles de l'aménagement du territoire puisque, par exemple, la loi sur l'aménagement du territoire va être présentée à la fin du premier semestre 1998.

Il faut donc que, sur un certain nombre de sujets, nous soyons relativement réservés pour ne pas interférer avec le travail du gouvernement.

En même temps, ce texte est un texte national et, dans la mesure où il doit se décliner dans les régions et qu'il faut laisser une grande autonomie aux régions dans la définition de leur programme, nous ne pouvons pas entrer dans des degrés de précision qui seraient finalement plutôt des gênes pour les différentes listes régionales.

Il faut respecter les points d'insistance particuliers de nos partenaires et vous imaginez qu'en tout cas pour les Verts et le PCF, ils en ont un certain nombre.

La méthode que nous avons adoptée depuis deux mois que nous sommes en train de débattre de ce texte, ce sont des rencontres bilatérales. Trois textes ont été écrits :

- un texte du Parti Socialiste ;
- un texte des Verts ;
- un texte du Parti Communiste.

Depuis deux mois, nous croisons - le MDC et le PRS n'ayant pas fait de textes autonomes mais participant aux séances de travail - nos différents éléments, de telle sorte que nous soyons en mesure, début janvier, de présenter un texte

relativement court et qui pourrait être signé par tout le monde, décliné de façon différente selon les régions et en même temps affichant clairement les priorités.
En l'état actuel de ce texte qui sera finalisé début janvier, nous avons affiché 4 priorités. Je n'entrerai pas aujourd'hui dans le détail de chacune de ces priorités mais, bien entendu, ce texte sera débattu en Bureau national et vous sera envoyé immédiatement après.
La première des priorités c'est bien entendu de faire en sorte que les régions qui ont une compétence en ce domaine soient moteurs de la mobilisation qui doit être celle pour l'emploi et pour la formation, donc, que l'on puisse faire en sorte que les grandes mesures du gouvernement - et on sera aussi dans la bataille des 35 H, de la réduction du temps de travail, des emplois jeunes - soient des priorités affichées des régions.
Nous essaierons de faire en sorte que les politiques régionales, y compris les politiques de formation, soient entièrement orientées vers cette priorité clairement affichée : priorité pour l'emploi et pour la formation.
La deuxième priorité qui sera déclinée, c'est celle qui concerne le développement durable et solidaire des territoires. Bien entendu, cette partie comporte des réflexions sur les modes de transport, le fait que nous insisterons pour faciliter le développement des transports publics ferroviaires, mais, en même temps, cette partie est orientée de façon extrêmement insistante vers ce que nous avions nous-mêmes appelé, dès la campagne des présidentielles, "le développement solidaire", c'est à dire la péréquation, y compris à l'intérieur des régions, entre les différents territoires.
La troisième priorité que nous affichons, c'est une priorité qui concerne le volet de la démocratie locale et de la citoyenneté. De ce point de vue, nous reprenons, et nous serons dans le débat sur le cumul des mandats, les propositions qui sont celles du Parti Socialiste depuis longtemps, bien entendu, à la fois sur la distinction des rôles de planification et de programmation à l'intérieur des régions, le développement des structures intercommunales, le statut de l'élu local, l'amélioration du fonctionnement collégial des assemblées mais aussi la possibilité pour les régions de négocier directement les aides européennes qui sont les leurs, à travers des procédures démocratiques.
C'est donc un volet important qui concerne aussi - troisième priorité - la démocratie locale.
Quatrième volet qui est évidemment celui qui, aujourd'hui, pose le plus de problèmes dans les discussions que nous menons avec les partenaires, mais c'est un volet auquel, vous le comprendrez, nous tenons, c'est celui qui consacre l'engagement des régions dans la construction européenne. En dehors de ce mécanisme de l'impossibilité, pour les régions, de gérer directement les fonds européens, nous souhaitons que le Comité des régions de l'Union Européenne soit le lieu privilégié où se bâtit l'Europe des citoyens et, de ce point de vue, nous voulons engager fortement les régions dans cette construction européenne.
Ce texte sera, je vous l'ai indiqué, un texte cadre. Il faudra qu'il puisse être décliné dans chaque région ; on fera donc en sorte qu'il marque des aspérités fortes, mais, en même temps, qu'il laisse une grande part à l'initiative locale. Il se nourrit des apports et, encore maintenant, des travaux de la FNESER et du

Mouvement des jeunes Socialistes qui a fait un travail, dans la perspective des régionales, de grande qualité.
Je crois que nous devrions aboutir, et c'est ce qu'il faut souhaiter, à un texte qui, en tout état de cause, marque très fortement la nécessité pour les partenaires de s'engager autour des priorités qui sont celles du gouvernement de la Gauche plurielle et donc, que ce texte soit capable, sans imposer un carcan trop fort à nos programmes régionaux, de créer l'impulsion que nous souhaitons à travers le rassemblement de toutes les forces de la Gauche plurielle.
(Applaudissements).

Le président - La parole est à Yannick Bodin.

Yannick Bodin

Mes chers camarades, vous n'en serez pas étonnés si, abordant la question programmatique, mon intervention s'inscrit tout à fait dans le prolongement de celle de notre secrétaire nationale aux études, bien entendu.
Il va de soi qu'à partir du moment où nous avons défini et où nous continuons aujourd'hui de définir, cette fois d'une manière très concrète, la stratégie du Parti qui est celle du rassemblement, la démarche que nous allons avoir dans la période qui vient, en direction de l'ensemble de nos partenaires, est une démarche qui nous conduira en effet à fixer le cadre général de ce qui nous rassemble et du discours que nous pouvons tenir ensemble sur les mêmes estrades, pendant la campagne électorale.
Mais, il est vrai en même temps que le Parti Socialiste, lui, n'arrive pas dans ce débat et dans cette noble confrontation du rassemblement, les mains dans les poches et sans avoir quelque peu travaillé.
Je crois que nous pouvons mettre à la disposition du Parti, aujourd'hui - Vincent y faisait allusion il y a un instant - les travaux que nous avons réalisés depuis un peu plus de deux ans maintenant à la FNESER dans le cadre de la préparation de ces élections régionales et cela pourra se traduire par la proposition autour d'un texte qui, je le dis d'entrée, ne risque en aucun cas de faire double emploi avec le texte qui vient d'être annoncé mais qui, au contraire, permettra de fouiller, disons, dans ce que nous aurons en tant que Socialistes à puiser dans nos propres ressources pour les mettre justement dans le débat commun et dans la réflexion commune.
En ce sens, il est vrai que la démarche que nous avons eue jusqu'à présent, ou la vision que les Socialistes ont eue de la vie des régions était un peu, je dirai, déterminée par la position qu'ils occupaient dans les régions. Pour avoir animé pendant deux ans un groupe de travail avec l'ensemble des présidents, non pas des régions puisque l'ensemble des présidents de régions Socialistes, c'est Robert Savy, mais l'ensemble des présidents des groupes dans les Conseils régionaux, je puis dire que nous avons constaté qu'évidemment nous avions une vision de la région de l'endroit où nous sommes, à savoir : dans l'opposition.

C'est un peu, je dirai, la vocation générale des Socialistes que de regarder le pouvoir régional non pas de loin mais dans une position qui, évidemment, est celle de s'opposer.

Bien entendu, toutes les réflexions, toutes les observations, toutes les analyses que nous avons pu faire au fur et à mesure des années avaient donc essentiellement porté sur la manière dont la Droite gérait les régions, indépendamment du fait qu'elle avait été contre au moment où la décentralisation s'était mise en place.

Il nous faut essayer d'engager un peu ce virage que nous avons déjà vécu à d'autres périodes sur le plan plus national, plus général, qui consiste à dire : mettons-nous maintenant dans la perspective, et cette fois-ci c'est sérieux, de gagner un certain nombre de régions, donc d'être majoritaires, donc de diriger des régions et de pouvoir mettre en œuvre notre politique régionale.

C'est autour de cela, je crois, que doit aujourd'hui se réorienter et se réoriente notre réflexion.

D'autant qu'on le sait très bien, quand on écoute Balladur au Bataclan, le débat sur les régionales sera un débat national et quasiment exclusivement régional. Je comprends assez bien que l'ambiance sera de cette nature.

Mais en même temps, je crois que ce serait dommage que l'on se prive, je ne dirai pas du plaisir, mais tout simplement, de dire la vérité, de dire que dans les 22 régions en France, il y en a 20 qui sont administrées par la Droite, et pour la majorité d'entre elles depuis l'origine, et qu'il s'agit donc aussi, dans ces élections, de porter jugement sur le bilan de la Droite qui a géré ces régions pendant dix ans ou vingt ans.

Ils vont essayer, parce que, effectivement, ce débat national sera réel et s'imposera à tout le monde, y compris à nous occulter les bilans des sortants, et sur ce plan-là, il faudra que nous n'ayons pas la crainte d'engager le dialogue là-dessus en prenant des exemples très concrets.

Je voudrais, sans rentrer dans le détail parce que ce n'est pas le moment à cette heure-ci, vous dire quand même que nous avons mené, nous Socialistes, des réflexions dans les dernières périodes qui font que des questions aujourd'hui restent en suspens et que si nous sommes majoritaires dans un certain nombre de régions et parce que nos camarades sont au gouvernement, il y a cette majorité plurielle : nous devons nous associer à la poursuite du débat et à la mise en œuvre de nouvelles propositions concernant la décentralisation d'une manière générale, concernant les compétences des collectivités locales, concernant la planification - n'oublions pas que dans un an, il y aura la renégociation de l'ensemble des contrats de plan Etat/région - concernant la fiscalité locale, concernant l'aménagement du territoire.

Ce sont autant de sujets fondamentaux, autant de sujets sérieux, mais que nous apprendrons à traiter d'une certaine manière, je dirai, dans le cadre de la campagne électorale, car il faut dire que la sécheresse des titres que je viens d'énumérer ne forme pas nécessairement un enthousiasme électoral dans les salles avec les Français que nous allons rencontrer.

Il faut donc effectivement avoir constamment ces thèmes forts à l'esprit, mais en même temps il s'agira de répondre à une question fondamentale qui est la

question que tout le monde se pose : si la Gauche gagne une région, si la Gauche gagne des régions, qu'est-ce qui va changer dans la vie quotidienne des habitants de ces régions ?
C'est à cette question-là qu'il faudra que nous répondions, en abordant les questions qui ont été évoquées par Vincent tout à l'heure, qui concernent aussi bien la formation, l'emploi, le développement économique. Je pense par exemple au rôle que les régions pourraient jouer par rapport à la réduction du temps de travail ou à la création des emplois, en particulier les emplois jeunes, le transport, le logement, l'environnement, etc..
Mais ne faisons pas l'économie non plus, bien sûr, d'aborder un certain nombre d'autres questions qui certes ne relèvent pas directement de la compétence régionale, mais qui seront quand même au cœur du débat au moment de la campagne parce que les Français ont des attentes et des exigences là-dessus aussi bien vis-à-vis du gouvernement que vis-à-vis de l'ensemble des élus, qui peuvent toucher par exemple au problème de la sécurité, mais après tout est-ce qu'on ne revient pas là au problème de la politique ?
Enfin, et ce sera mon dernier mot, je crois qu'il faut aussi, à cette occasion, qu'on puisse engager le dialogue avec nos compatriotes sur l'idée de la citoyenneté.
Qu'est-ce qu'être citoyen dans une région ?
Comment vivre la décentralisation ?
Comment associer le plus grand nombre des associations, mais pas uniquement les associations, à la vie régionale, ce qui n'existe pas aujourd'hui ?
En quelque sorte, c'est un grand enjeu qui est devant nous. Je crois qu'il est intéressant de le relever, et pour le relever commençons nous-mêmes par relever nos manches.

Le président - Merci Yannick. La parole est à Michel Debout.

Michel Debout

Chers camarades, la réforme de nos statuts, proposée par Lionel Jospin et approuvée par l'ensemble des militants en octobre 1995, prévoit l'organisation en notre sein d'un Comité économique et social.
François Hollande nous a confiés, à René Teulade et moi-même, la mission de réfléchir à l'organisation de ce comité. René étant retenu en Corrèze, n'est-ce pas François, je rapporte donc devant vous ces réflexions qui ont bien entendu été discutées avec le premier secrétaire et aussi certains d'entre vous - trop peu nombreux - car le temps a manqué.
Chers camarades, le Comité économique et social ne doit pas être un gadget encore moins un alibi, il doit être un signe fort que nous adressons à l'ensemble des forces vives du pays.
Le Comité économique a pour mission première d'associer plus activement les forces - syndicales, mutualistes, associatives - à la vie du Parti Socialiste et d'affirmer ainsi l'intérêt que l'on porte à leur présence parmi nous.

C’est pourquoi, il vaut mieux associer à notre démarche, les différentes forces militantes mais aussi les capacités professionnelles, scientifiques, culturelles, artistiques. Le Comité économique et social doit d’abord être un lieu de rassemblement permettant à toutes celles-là une réflexion commune.
Il doit être ouvert à toutes les personnalités proches de notre démarche souhaitant s’y associer, mais sans être directement impliquées dans nos choix politiques.
Il doit enfin être un lieu où le débat n’est pas cloisonné entre différents savoirs. L’interdépendance des problèmes soulevés veut qu’aujourd’hui soient associés engagement de terrain et compétence de dossier, le syndicaliste doit intervenir sur l’environnement, l’agriculteur sur la santé, et le médecin sur l’économie.
De cette analyse préalable découlent nos propositions en terme de missions et de composition du comité.
En ce qui concerne les missions, le Comité économique et social doit d’abord être un laboratoire d’idées capable d’éclairer les choix du Parti sans bien sûr se substituer à lui, à ses instances, notamment à ses Commissions.
Il doit le faire avec la liberté de pensée et de réflexion, mais aussi avec souplesse et rapidité de réaction.
Le comité pourra ainsi être saisi de toute question d’actualité par le premier secrétaire. Il pourra donner son avis sur tous les grands débats organisés au sein du Parti. Il pourra enfin mener sa propre réflexion sur tous les sujets qui traversent en profondeur notre société et en déterminent l’avenir.
En ce qui concerne la composition, le comité sera composé de 60 à 70 membres, animé par un président et un secrétaire général nommés par le premier secrétaire, qui assureront le lien avec les instances nationales du Parti.
Il travaillera en sections d’une dizaine de membres dont les secrétaires constitueront le bureau.
Sa composition doit répondre d’abord à un souci d’ouverture.
Ouverture socioprofessionnelle : chefs d’entreprise, syndicalistes, responsables associatifs, représentant, au-delà de leurs engagements personnels, des réseaux exprimant l’intérêt général.
Ouverture géographique : le comité doit représenter l’ensemble du territoire national, en associant tous ceux qui ont une connaissance et un engagement de terrain.
Enfin, ouverture à l’extérieur du Parti : je l’ai indiqué à l’instant, et je n’y reviens pas.
Pour mener à bien sa réflexion, le comité pourra auditionner toute personnalité ou tout responsable de son choix.
Enfin, nous souhaitons, et là je reviens dans le débat du jour, que puissent être envisagés l’organisation de Comités économiques et sociaux régionaux auprès des instances du Parti.
Chers camarades, la création et l’animation du Comité économique et social est le signe d’une volonté : une volonté, nous en sommes certains, partagée par l’ensemble des militants.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président.- Merci à Michel Debout.
Mes camarades, ceux de nos camarades qui, là haut, réfléchissent à notre destin collectif... (rires)... et nous savons combien celui-ci est durable et combien il est en de bonnes mains en ce qui concerne chacun d'entre nous, nous laissent quelques minutes susceptibles d'être utilisées pour d'éventuelles interventions sur les thèmes qui viennent d'être évoqués c'est-à-dire l'approche générale de nos élections, du fonctionnement de notre parti, mais il est bien entendu que je ne saurais accepter que le moindre cas particulier évoquant quelque fédération que ce soit puisse être exprimé avant que les rapports de nos Commissions qui, brillamment, élaborent les synthèses nécessaires aient été présentés devant vous.
Nonobstant ce que je viens de dire, est-ce qu'un camarade souhaite prendre la parole ?
C'est à se demander pourquoi vous êtes restés !
(Rires)
Si aucun camarade ne souhaite prendre la parole, j'ai trois hypothèses à élaborer : ou ce qui vient de vous être dit vous est totalement indifférent, ce qui est parfaitement inacceptable...(rires)... compte tenu de la personnalité et de l'intérêt des propos des camarades qui se sont succédé à la tribune, ou alors, vous avez été inattentifs, ce qui ne peut être qu'une conséquence d'un déjeuner trop copieux auquel vous vous êtes adonnés, ou alors, vous n'êtes venus qu'avec un seul objectif, savoir si vous en êtes ou si vous n'en êtes pas !
J'ai une confidence à vous faire, pour la plupart d'entre vous, ce sera non, ce qui fait que si vous apprenez une bonne nouvelle dans quelques instants, vous partirez réjouis.
Mais, j'en ai assez de faire le guignol.
(Rires)
Je suspends la séance pour quelques minutes.
(Applaudissements)
(La séance est suspendue pour quelques minutes)

Vous venez de voir s'interrompre un intermède boîte de nuit proposé par la direction du Parti Socialiste ! Nous allons pouvoir reprendre les travaux de notre Convention, nos camarades de la Commission des résolutions, un peu hagards, nous reviennent progressivement.
Mes camarades, si vous voulez que nous reprenions nos travaux, je vous saurais gré de bien vouloir vous asseoir.
Il y a beaucoup trop de monde debout et je rappelle qu'au moment du rapport des Commissions, ceux qui sont debout ne pourront pas figurer sur les listes régionales !
(Rires)
La parole est à Jean-Pierre Bel sur le premier rapport. Jean-Pierre, à toi.

Fondation Jean-Jaurès

Jean-Pierre Bel

Merci Michel. je vais essayer de retrouver mes esprits et de rassembler mes notes pour faire le rapport de la Commission des résolutions sur ce point capital qui est les relations avec nos partenaires et l'ouverture de nos têtes de listes à nos camarades du Parti Communiste, du Parti Radical Socialiste, des Verts, du MDC.

Chers camarades, ce n'est pas pour me faire plaindre, mais depuis plusieurs semaines, voire plusieurs mois, nous avons beaucoup travaillé pour préparer cette échéance capitale du mois de mars. Aujourd'hui, nous avons constaté que l'union et le rassemblement étaient devenus une réalité dans plus de 80% des cas. Même si nous avons à progresser pour arriver à un accord total, les conditions de l'accord politique avec nos partenaires sont d'ores et déjà réunies si nous sommes capables d'aller jusqu'au bout de nos engagements et de notre détermination à poursuivre dans la voie de la dynamique unitaire.

La Commission des résolutions a entendu les propositions de la Commission électorale, laquelle avait procédé à l'audition de toutes les fédérations concernées. Elle a eu à trancher sur quelques situations délicates. Ceci a été fait en responsabilité, conscient bien sûr du désagrément inévitable que cela n'a pas manqué de poser, mais je voudrais dire aux camarades de ces fédérations que nous serons à leurs côtés pour les aider et pour leur permettre de franchir parfois un cap qu'il convient malgré tout de ne pas dramatiser.

Naturellement, nos discussions avec nos partenaires vont se poursuivre, ce qui signifie que les départements qui ne seront pas cités ne sont pas forcément exonérés d'une discussion, voire d'une contribution, pour parachever l'union.

Je vais maintenant procéder à l'énumération d'une liste qui est celle des têtes de listes réservées à nos partenaires.

Le président - C'est curieux comme le silence s'installe !

Jean-Pierre Bel - C'est l'autorité naturelle dont je fais preuve !

Le président - Je craignais que ce ne soit le sujet.

Jean-Pierre Bel - En ce qui concerne le Parti Communiste, le département de l'Allier, le Cher, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne pour le président du Conseil général, l'Aisne, l'Ardèche et nous aurons à avoir une discussion avec nos camarades de l'Ardèche pour parvenir à cet accord.

Reste posé aujourd'hui le problème de la région Languedoc-Roussillon pour laquelle une discussion aura lieu avec les responsables Communistes et, naturellement, les responsables Socialistes en liaison avec la Direction nationale.

En ce qui concerne les Verts, sont concernés la Haute-Loire, les Alpes-Maritimes, la Savoie et le Jura pour Dominique Voynet personnellement.

En ce qui concerne le Parti Radical Socialiste sont concernés l'Orne, la Corse, le Tarn et Garonne, mais je tiens à préciser que pour le Tarn et Garonne, nous demandons une concertation générale pour examiner avec nos partenaires du

PRS la situation politique dans ce département et l'équilibre à respecter entre les forces de Gauche.
Les Hauts-de-Seine pour Catherine Lalumière et le département de l'Ain, même si nous demandons à ce qu'une discussion locale puisse rapidement s'instaurer pour procéder à un accord global.
Pour le département du Gers, la demande du PRS était la tête de liste. Nous demandons à ce que soit réservée une place d'éligible pour un candidat PRS avant la troisième place.
Voilà, chers camarades, j'ai eu la rude tâche de vous faire part de ce que nous avions décidé en Commission des résolutions.
Puisque c'est le moment, je tiens à remercier toutes celles et tous ceux qui ont travaillé à mes côtés dans le cadre de la Commission électorale nationale ainsi que les premiers secrétaires fédéraux qui ont largement contribué à ces avancées.
Merci à vous.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Jean-Pierre Bel. Pour compléter votre information, la parole est à Michèle Sabban.

Michèle Sabban

Mes chers camarades, au moment où je vous parle, la Commission de contentieux et de recours continue à se réunir, notamment sur le problème qui nous préoccupe, la représentation des femmes et la place des femmes sur les listes.
Lors des élections législatives, de nombreuses fédérations s'étaient engagées pour le scrutin des régionales à respecter l'objectif de parité voté par les militants au mois d'octobre 1995.
Au moment où je rapporte, je ne suis pas fière de vous dire qu'on en est à peine à 38%, François, je pense que l'effort va être demandé à certaines fédérations que je vais citer, ce n'est pas l'habitude entre nous, mais je suis obligée de dire que même pas les 30% sont atteints, et je demande vraiment qu'un effort soit fait auprès de ces fédérations et des premiers secrétaires parce qu'il y va aussi de notre affichage collectif, car au sortir de cette Convention, nous ne pouvons pas nous permettre d'annoncer qu'à peine 36% de femmes du Parti Socialiste seront élues aux prochaines élections régionales !
Les fédérations dont les noms suivent sont : le Haut-Rhin où l'on nous propose sur huit candidats éligibles pour le PS, deux femmes...(mouvements), la Gironde où le problème est en cours d'arrangement, la Manche, le Finistère, l'Hérault, la Moselle, le Maine-et-Loire, le Val d'Oise.
Je demande à ces camarades de venir nous voir à nouveau pour pouvoir discuter et avancer parce qu'on ne peut pas avoir moins de 30% sur les listes.
D'autres fédérations ne nous ont pas encore communiqué leurs résultats. J'espère donc que, d'ici ce soir parce que, apparemment, la Commission doit encore se réunir, on aura progressé dans le nombre de femmes en position

éligible, car nous ne pouvons pas afficher ce soir moins de 40% de femmes élues aux prochaines élections régionales.
(Applaudissements)

Le président - Est-ce qu'on est allé chercher François Rebsamen ? Je sais tout l'intérêt que vous allez porter à ses propos, encore faut-il qu'il les tiennent lui-même. Peut-on aller le chercher en Commission ? Il sait qu'il doit intervenir, car il est responsable de la Commission, ceci pour répondre à une question que j'ai entendue.

François Hollande

Un mot sur la place des femmes, puisque nous n'avons pas pour l'instant atteint l'objectif qui nous était fixé par notre Congrès, par nos précédents engagements, il faut que dès cet après-midi, Michèle Sabban et la Commission responsable voient comment on peut procéder à des rectifications. Si on ne le pouvait pas cet après-midi, il ne faudrait pas que ces fédérations qui ont été citées au banc, je n'ose pas de dire de sexisme, mais au banc du manque d'ambition ne s'estiment pas quittes et il faudrait à ce moment-là qu'au prochain Bureau national, celui qui se tiendra début janvier, on puisse réexaminer ces cas-là, car l'objectif qui doit être le nôtre doit être autour de 40%, même si on doit tendre vers la parité, on n'a pas tous les résultats de toutes les fédérations, ce qui explique peut-être qu'on n'a pas atteint l'objectif, mais j'insiste bien, c'est un élément d'abord de dignité politique, c'est aussi le respect de notre parole donnée à nos militants, à nos électeurs, c'est enfin le gage du succès, car ce qui a fait notamment notre victoire le 1er juin, parmi beaucoup d'autres éléments, j'en conviens, c'est aussi la capacité qui a été la nôtre de renouveler et de mettre des candidates dans les circonscriptions, même celles qui étaient difficiles, et aussi celles qui l'étaient un peu moins.
Il ne faudrait pas que l'on essaye, à travers les élections à la proportionnelle, de mettre beaucoup de femmes dans la partie de la liste qui n'est pas spontanément attirée par les places éligibles, et qu'au contraire on les oublie dans la première partie de la liste.
Donc, je le dis, des corrections seront apportées dès cet après-midi et d'autres, s'il le faut, début janvier.
Je vais peut-être anticiper sur le rapport de François Rebsamen. Je crois que la Commission a entendu beaucoup de fédérations là où il y avait des contentieux, des recours. Nous, au Bureau national, nous n'avons pas pu examiner toutes ces situations, nous n'avons été saisis que des plus importantes. Cet après-midi encore, cette Commission va continuer à travailler. Dans beaucoup de cas, elle revient dans cette instance avec l'orientation qui lui a été donnée par le Bureau national et par la Commission des résolutions et je crois que l'on a pu régler ainsi un certain nombre de difficultés.
Il en reste encore. Tout cet après-midi, cela va donc siéger continûment et, s'il reste des difficultés - j'espère qu'elles seront les moins nombreuses possible - ce sera tranché en Bureau national au début du mois de janvier.

L'objectif que nous devons nous fixer les uns et les autres, c'est qu'au tout début janvier nous ayons réglé nos problèmes de liste, qu'au 15 janvier nous ayons réglé nos problèmes de relations avec nos partenaires et la désignation de nos porte-parole à l'échelon régional, ce qui ferait que, fin janvier/début février, nous serions en état de partir dans la campagne électorale des élections régionales.
Voilà le calendrier. Il est maintenant impératif : le plus de cas possible réglés dès aujourd'hui (on en est d'ailleurs assez près), quelques cas encore au début de l'année, nos relations avec nos partenaires sont fixées pour les têtes de liste, donc il reste à les organiser au niveau de l'ensemble des listes, et puis désignation de nos porte-parole et, après, les militants seront sur le terrain pour défendre nos idées à l'occasion des élections régionales.
Merci.

Le président - Deux informations concrètes.
Le premier secrétaire a parlé de 40% pour ce qui concerne la place des femmes sur les listes, ce qui ne veut pas dire que ceux qui ont fait plus et mieux doivent en retirer pour les élections régionales ! Il vaut mieux préciser les choses, on est entre camarades.
La seconde chose, c'est qu'en même temps il vous a dit que vous n'aviez qu'à rajeunir vos listes. Vous n'avez qu'à y mettre des femmes, ce sera la meilleure façon d'y arriver !
En ce qui concerne la Commission de François Rebsamen, normalement, après la dernière mise au point qu'il est en train d'effectuer à la tribune, il va prendre la parole pour vous en rendre compte.
François, tu as la parole.

François Rebsamen

Je vais tenter de vous rendre compte le plus fidèlement possible de l'état provisoire de nos travaux puisque la Commission des résolutions nous a demandé de continuer à travailler, ce que nous faisons en ce moment.
Je suis obligé de rappeler à tout le monde la difficulté de l'exercice auquel nous sommes confrontés, non seulement cette Commission, mais l'ensemble des Socialistes dans l'ensemble des fédérations. L'établissement des listes des candidats aux élections régionales est un exercice périlleux, difficile, et nous nous rappelons les difficultés de l'exercice que nous avons connues en 1986 et en 1992.
Pourquoi est-ce un exercice difficile ? Les élections régionales constituent le fondement, après les élections municipales, de l'enracinement de l'ensemble du Parti sur le territoire pour nos fédérations.
Pour les élections régionales de 1998, l'exercice est rendu plus compliqué par des critères internes élargis que nous avons retenus, bien évidemment justifiés - j'y reviendrai - et des critères externes qui vous ont été présentés ce matin, c'est-à-dire les relations avec nos partenaires.

Par conséquent, nous mesurons dans la Commission, je peux vous l'assurer, vu l'ensemble des cas dont nous sommes saisis, la difficulté de l'exercice.
Il convenait de tenir compte en interne, vous le savez, d'un certain nombre de critères :
- l'objectif de parité que nous nous sommes fixé ;
- la représentation géographique et politique de l'ensemble des fédérations ;
- la place des jeunes, car nous souhaitons des listes rajeunies, renouvelées, féminisées.
Bien évidemment, vous vous en doutez, quand ces critères sont retenus dans les fédérations, ce qui est le cas dans une grande majorité, c'est bien évidemment souvent au détriment de conseillers régionaux sortants que le choix a été fait ici ou là par les fédérations.
Le tout est compliqué par un certain nombre de critères externes qui traduisent la volonté de rassemblement d'une Gauche plurielle qui anime l'ensemble de nos fédérations, mais c'est le croisement de ces critères internes supplémentaires que nous nous imposons - ces contraintes, mais qui sont quand même une chance pour nous - et du choix politique du rassemblement autour du Parti Socialiste de la Gauche plurielle qui rend l'exercice particulièrement délicat.
Votre Commission des recours et des contentieux a tenté de traiter - je dis tenté car nous sommes encore en train de le faire - l'ensemble des problèmes dont elle avait été saisie. Mais nous avons arrêté préalablement une grille de lecture et un certain nombre de critères, de règles générales que nous avons validés à l'unanimité de cette Commission.
Je vous rappelle ces règles et ces critères que nous avons adoptés, car nous essayons de nous y tenir dans la mesure du possible et c'est bien souvent l'objet, ici ou là, de récriminations fort justifiées, mais j'essaye de vous présenter la difficulté de l'exercice, y compris pour la Commission.
Les critères que nous avons retenus sont les suivants : tout d'abord nous avons essayé - parce que nous nous rappelons l'histoire passée des régionales que j'ai évoquée tout à l'heure - de valider partout, le plus possible en France, dans nos fédérations le vote des militants. Donc le critère majeur que nous nous sommes imposé comme règle et qui a été accepté c'est le respect du vote des militants le plus possible partout, et je vous expliquerai les exceptions que nous avons mises à cette règle générale.
En effet, cette règle générale était effectivement sujette à une exception - c'est le cas de plusieurs listes - car nous avons croisé ce critère du respect du vote des militants avec le premier principe. Là où il n'y avait bien évidemment qu'une seule liste largement validée par les militants, et où nous n'étions pas saisis de recours, j'allais dire officiellement basé sur nos statuts, c'est-à-dire contestation de la procédure, contestation de la méthode ou contestation du résultat, nous avons appliqué cette règle générale et uniquement validé l'ensemble des cas que nous avions.
Par contre, nous sommes en train d'examiner les cas un peu plus difficiles où deux, voire trois listes, étaient en compétition auprès des militants et où le vote de ces derniers - je vous passe les détails, parce que vous êtes tous tout à fait au fait de cela - n'exprimait pas clairement un choix et une volonté de

rassemblement. Si donc ces votes laissaient peser des difficultés futures, nous nous sommes attelés à essayer de faire des propositions ayant pour but de rassembler le plus largement possible les militants et les élus candidats dans les fédérations. Nous avions une longue liste.
J'ajoute, et je m'en excuse au nom de la direction auprès de tous ceux qui nous ont saisis individuellement de problèmes de recours, que tel ou tel militant ou tel ou tel élu n'a pas forcément trouvé la place qu'il estimait devoir lui être justement confiée et que de nombreux candidats se sont donc adressé individuellement à la Commission.
La règle que la Commission s'est fixée est de ne pas - mais nous répondrons à chacun individuellement - prendre en compte ni même examiner les recours individuels qui lui étaient adressés s'il n'y avait pas de vice de procédure ou de contestation sur la méthode. Nous avons ce matin auditionné les départements suivants : les Alpes Maritimes, l'Aude - ce n'est pas une liste de punis que je donne, les cas sont très différents, nous avons auditionné, cela ne veut pas dire qu'il y avait des problèmes spécifiques à chacune de ces fédérations - le Calvados, le Doubs, la Gironde, la Loire, la Haute-Loire, la Moselle, l'Oise, la Vendée, les Hauts-de-Seine et la Seine Saint-Denis. Nous avons encore en ce moment deux auditions qui se poursuivent.
La Commission des résolutions devant laquelle j'ai présenté l'état de nos travaux m'a demandé tout à l'heure de se réunir à nouveau afin de retravailler un certain nombre de propositions. Tel est le cas pour nos propositions dans la fédération des Hauts-de-Seine, la fédération de l'Oise, la fédération de la Loire, la fédération du Calvados...

Dans la salle - Et la Côte D'or ?

François Rebsamen - Excusez-moi, vous voyez on oublie toujours le département dont on est l'élu, mais si je l'ai oublié ce n'est pas sans raison... (applaudissements)... c'est parce que, étant moi-même président de la Commission, il m'est difficile d'être juge et parti. C'est donc une autre Commission à laquelle je ne participerai pas qui traitera le problème du recours en Côte d'Or. Je tenais à le préciser.

Le président - Très bien !

François Rebsamen - A partir de là, je vous demande de me donner acte de ce rapport d'étape et de me permettre de retourner aux travaux qui m'attendent en haut. J'invite donc, ainsi que l'appel en a été fait je crois, les têtes de liste et premiers secrétaires fédéraux des départements que je viens de citer à venir nous rencontrer.
Merci.

Le président - Merci à François Rebsamen.

Mes amis, mes camarades, vous êtes maintenant informés sur l'état d'avancement, soit de la préparation au sein de la Gauche plurielle, soit des débats au sein de notre formation politique.
Vous comprendrez qu'à cette date et à ce moment, il n'est pas pensable d'ouvrir un débat qui amènera chacun de ceux qui n'ont pas encore réponse à leurs préoccupations, à venir témoigner des difficultés qu'il rencontre.
François Rebsamen continue le travail de sa Commission et Jean-Pierre Bel se tient à la disposition de ceux qui veulent le revoir sur le problème des têtes de liste de la Gauche plurielle, suite aux discussions qui ont eu lieu au sein du Bureau.
Il appartiendra au Bureau de notre formation politique du mois de janvier, sur la base des dernières concertations - certaines ont été annoncées publiquement - de prendre des positions définitives. Ce calendrier étant indiqué, mes camarades, je vous souhaite une bonne fin d'après-midi et je lève la réunion de notre Convention nationale.

Coll. Fondation Jean-Jaurès